

# La Propriété industrielle

Revue mensuelle des Bureaux internationaux réunis  
pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI)  
Genève

84<sup>e</sup> année

N° 8

Août 1968

## Sommaire

	Pages
<b>ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</b>	
<i>Ratifications et adhésion.</i>	
Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. République démocratique allemande. Adhésion . . . . .	239
<b>UNIONS INTERNATIONALES</b>	
<i>Ratifications et adhésion.</i>	
Union de Paris. Adhésion à l'Acte de Stockholm. République démocratique allemande . . . . .	239
Union de Madrid (Marques). Adhésion à l'Acte de Stockholm. République démocratique allemande . . . . .	239
Arrangement de Madrid (Indications de provenance). Adhésion à l'Acte additionnel de Stockholm. République démocratique allemande . . . . .	239
Union de Nice. Adhésion à l'Acte de Stockholm. République démocratique allemande . . . . .	240
<i>Autres informations.</i>	
Plan des BIRPI pour faciliter le dépôt et l'examen des demandes de protection d'une même invention dans plusieurs pays (Plan pour l'établissement d'un traité de coopération en matière de brevets (PCT)). Publication d'un nouveau projet. Note du rédacteur. Grandes lignes du traité proposé. Note des BIRPI . . . . .	240
Comité de coopération internationale en matière d'informatique entre Offices de brevets à examen préalable (ICIREPAT). Deuxième session du Comité directeur transitoire et élargi (Genève, 28 juin 1968). Note . . . . .	249
La première année d'application de l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (Ch.-L. Maguin) . . . . .	250
<b>LÉGISLATION</b>	
Afrique du Sud. Loi destinée à unifier et à amender la législation relative aux dessins et modèles (N° 57, de 1967) . . . . .	255
<b>CHRONIQUE DES OFFICES NATIONAUX DE BREVETS</b>	
Les activités de l'Office des brevets du Royaume-Uni en 1967 (Edward Armitage) . . . . .	264
<b>CHRONIQUE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AUTRES QUE LES BIRPI</b>	
La classification internationale des brevets . . . . .	266
<b>STATISTIQUES</b>	
Deuxième supplément aux Statistiques de propriété industrielle pour l'année 1966 . . . . .	267
<b>CALENDRIER DES RÉUNIONS</b>	
Réunions des BIRPI . . . . .	268
Réunions d'autres Organisations internationales s'occupant de propriété intellectuelle . . . . .	268

© BIRPI 1968

La reproduction des articles et des traductions de textes législatifs, publiés dans la présente revue, n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des BIRPI



## ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

#### Adhésion à la Convention OMPI

##### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

*Notification du Directeur des BIRPI aux Gouvernements  
des pays invités à la Conférence de Stockholm*

Le Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI) présente ses compliments à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

.....  
et, conformément aux dispositions de la Convention précitée, à l'honneur de lui notifier que le Gouvernement de la République démocratique allemande, se référant à l'article 5.1) et à l'article 14.1)iii), a déposé, le 20 juin 1968, son instrument d'adhésion, en date du 20 mai 1968, à la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

La présente notification ne signifie aucune prise de position de la part du Directeur des BIRPI sur la question de savoir si la République démocratique allemande remplit les conditions prévues par l'article 5.1) précité, c'est-à-dire est membre de l'une des Unions définies à l'article 2.vii) de la Convention, question sur laquelle les Etats membres desdites Unions sont en désaccord.

Genève, le 19 juillet 1968.

Notification OMPI N° 4

## UNIONS INTERNATIONALES

### RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

#### Adhésion

#### à l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle

##### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

*Notification du Directeur des BIRPI aux Gouvernements  
des pays unionistes*

Le Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI) présente ses compliments à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

.....  
et, conformément aux dispositions de l'instrument international précité, adoptées à Stockholm, à l'honneur de lui notifier

que le Gouvernement de la République démocratique allemande, se référant à l'article 20.1)a), a déposé, le 20 juin 1968, son instrument d'adhésion, en date du 20 mai 1968, à la Convention de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, telle que révisée à Stockholm le 14 juillet 1967.

La présente notification ne signifie aucune prise de position de la part du Directeur des BIRPI sur la question de savoir si la République démocratique allemande est ou non partie à ladite Convention, question sur laquelle les gouvernements des pays parties à ladite Convention sont en désaccord.

Genève, le 19 juillet 1968.

Notification Paris N° 4

#### Adhésion à l'Acte de Stockholm de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques

##### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

*Notification du Directeur des BIRPI aux Gouvernements  
des pays unionistes*

Le Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI) présente ses compliments à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

.....  
et, conformément aux dispositions de l'instrument international précité, adoptées à Stockholm, à l'honneur de lui notifier que le Gouvernement de la République démocratique allemande, se référant à l'article 14.1)iii), a déposé, le 20 juin 1968, son instrument d'adhésion, en date du 20 mai 1968, à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, du 14 avril 1891, tel que révisé à Stockholm le 14 juillet 1967.

La présente notification ne signifie aucune prise de position de la part du Directeur des BIRPI sur la question de savoir si la République démocratique allemande est ou non partie audit Arrangement, question sur laquelle les gouvernements des pays parties audit Arrangement sont en désaccord.

Genève, le 19 juillet 1968.

Notification Madrid (Marques) N° 2

#### Adhésion à l'Acte de Stockholm additionnel à l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses sur les produits

##### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

*Notification du Directeur des BIRPI aux Gouvernements  
des pays contractants*

Le Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI) présente ses

compliments à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

et, conformément aux dispositions de l'instrument international précité, adoptées à Stockholm, a l'honneur de lui notifier que le Gouvernement de la République démocratique allemande, se référant à l'article 3.1), a déposé, le 20 juin 1968, son instrument d'adhésion, en date du 20 mai 1968, à l'Acte de Stockholm du 14 juillet 1967 additionnel à l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses sur les produits.

La présente notification ne signifie aucune prise de position de la part du Directeur des BIRPI sur la question de savoir si la République démocratique allemande est ou non partie audit Arrangement, question sur laquelle les gouvernements des pays parties audit Arrangement sont en désaccord.

Genève, le 19 juillet 1968.

Notification Madrid (Indications de provenance) N° 3

### Adhésion à l'Acte de Stockholm de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

*Notification du Directeur des BIRPI aux Gouvernements  
des pays unionistes*

Le Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI) présente ses compliments à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

et, conformément aux dispositions de l'instrument international précité, adoptées à Stockholm, a l'honneur de lui notifier que le Gouvernement de la République démocratique allemande, se référant à l'article 9.1), a déposé, le 20 juin 1968, son instrument d'adhésion, en date du 20 mai 1968, à l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques du 15 juin 1957, tel que révisé à Stockholm le 14 juillet 1967.

La présente notification ne signifie aucune prise de position de la part du Directeur des BIRPI sur la question de savoir si la République démocratique allemande est ou non partie audit Arrangement, question sur laquelle les gouvernements des pays parties audit Arrangement sont en désaccord.

Genève, le 19 juillet 1968.

Notification Nice N° 3

## AUTRES INFORMATIONS

### Plan des BIRPI pour faciliter le dépôt et l'examen des demandes de protection d'une même invention dans plusieurs pays

(Plan pour l'établissement d'un traité de coopération  
en matière de brevets (PCT))

#### Note de l'éditeur

*Le 15 juillet 1968, les BIRPI ont publié un nouveau projet du Traité proposé de coopération en matière de brevets (PCT).*

*Il est rappelé que le premier projet a été publié en 1967 et a été examiné par un Comité d'experts en octobre 1967 (voir La Propriété industrielle, 1967, p. 322). Le nouveau projet est établi sur la base des discussions de ce Comité et de nombreuses autres réunions, y compris celle du Groupe de travail de mars 1968 (voir La Propriété industrielle, 1968, p. 91).*

*Le nouveau projet sera discuté par un Comité d'experts prévu pour décembre 1968 (voir Calendrier, p. 268, ci-après). Les documents préparatoires publiés pour la réunion de décembre comprennent, en plus du projet de Traité, un projet de Règlement d'exécution et deux documents introductifs, dont l'un est intitulé « Evolution du Plan », et l'autre « Grandes lignes du Traité proposé »<sup>1)</sup>. Ce dernier document est reproduit ci-dessous.*

### Grandes lignes du traité proposé

#### Note des BIRPI<sup>2)</sup>

#### TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes
Le présent document . . . . .	1 et 2
Buts du Traité proposé . . . . .	3 à 8
Bref résumé du Traité proposé . . . . .	9 à 24
Trois éléments principaux et deux phases . . . . .	9 et 10
Étapes de la première phase . . . . .	11 à 14
Effets de la première phase . . . . .	15 à 18
Étapes de la seconde phase . . . . .	19 à 22
Effets de la seconde phase . . . . .	23 et 24
Certaines caractéristiques particulières du Traité proposé . . . . .	25 à 50
Administrations chargées de la recherche et Administrations chargées de l'examen préliminaire . . . . .	25 à 28
Durée de la procédure . . . . .	29 à 32
Langues . . . . .	33 à 38
Taxes . . . . .	39 à 48
Formalités . . . . .	49 et 50
Traité, Règlement d'exécution et autres instruments . . . . .	51 à 55
Principaux avantages du Traité proposé . . . . .	56 à 80
Pour les Offices pratiquant l'examen . . . . .	56 et 57
Pour les Offices pratiquant l'examen et pour les Offices ne pratiquant pas l'examen . . . . .	58 à 60

<sup>1)</sup> Tous les documents pour la réunion de décembre peuvent être obtenus gratuitement auprès des BIRPI en anglais et en français.

<sup>2)</sup> Document des BIRPI N° PCT/III/4.

Pour l'inventeur ou le déposant . . . . .	61 à 67
Pour les pays développés . . . . .	68 et 69
Pour les pays en voie de développement . . . . .	70 à 75
Pour l'information technologique en général . . . . .	76
Pour le public . . . . .	77
Pour le système des brevets en général . . . . .	78 à 80
Autres efforts de coopération internationale dans le domaine des brevets . . . . .	81 à 86

### Le présent document

1. Le présent document est un mémorandum explicatif relatif au système de coopération internationale en matière de brevets<sup>3)</sup> qui devrait résulter du Traité proposé, à savoir du Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

2. Il expose les buts du Traité proposé, décrit brièvement ce dernier, souligne certains de ses traits particuliers, décrit les instruments qui — outre le Traité lui-même — devraient être établis, énumère ses principaux avantages et examine ses relations avec d'autres systèmes, existants ou envisagés, de coopération internationale dans le domaine des brevets.

### Buts du Traité proposé

3. Le Traité proposé a deux buts principaux.

4. L'un de ces buts est d'économiser des efforts — temps, travail, argent — aussi bien pour le déposant que pour les Offices nationaux<sup>4)</sup> lorsque des brevets sont désirés pour la même invention dans plusieurs pays.

5. L'autre but est d'augmenter les chances que des brevets « forts » soient délivrés dans les pays qui ne disposent pas des facilités nécessaires à une recherche et à un examen approfondis. Par brevets « forts », on entend des brevets susceptibles d'être confirmés, en cas de litige, par les tribunaux.

6. L'économie d'efforts, pour le déposant, consisterait principalement en ce qu'il pourrait ne déposer qu'une demande (en un lieu, en une langue, pour une série de taxes) qui aurait — sous certaines conditions — les effets d'une demande nationale dans chacun des Etats contractants, et dans tous les Etats contractants, où il désirerait obtenir une protection.

7. L'économie d'efforts, pour les Offices nationaux, consisterait principalement en ce qu'ils recevraient des rapports de recherche et éventuellement même des rapports d'examen préliminaire, ces deux rapports devant réduire considérablement le travail d'examen.

8. La possibilité que des brevets « forts » soient délivrés découlerait du fait que les rapports internationaux de recherche et les rapports d'examen préliminaire seraient établis par des Administrations qui figurent au nombre de celles dont la grande expérience en matière de recherche et d'examen de demandes de brevets est connue.

<sup>3)</sup> Sauf lorsqu'il ressort du contexte que tel n'est pas le cas, l'expression « brevets » doit, chaque fois qu'elle apparaît, être comprise comme comprenant les « certificats d'auteur d'invention » aux fins des pays (principalement l'Union soviétique) où les inventions peuvent être protégées par des brevets ou par des certificats d'auteur d'invention.

<sup>4)</sup> Par « Office national », il faut entendre, dans le présent document, l'Administration gouvernementale de chaque Etat contractant qui est chargée de la délivrance des brevets.

### Bref résumé du Traité proposé

#### Trois éléments principaux et deux phases

9. Le Traité proposé comprend trois éléments principaux: demande internationale, recherche internationale et examen préliminaire international. Les deux premiers éléments sont inséparables, au sens que la seule façon d'obtenir une recherche internationale est de déposer une demande internationale<sup>5)</sup> et que toutes les demandes internationales font l'objet d'une recherche internationale. Ces deux éléments sont obligatoires: chaque Etat devenant partie au PCT devrait les appliquer et aucun déposant choisissant d'utiliser le PCT ne pourrait les éviter. Ces deux éléments, ensemble, sont généralement appelés « la première phase » du PCT ou, étant donné que les dispositions y relatives figurent au premier chapitre du projet de Traité, la procédure « selon le Chapitre I ».

10. Le troisième élément — examen préliminaire international — est facultatif. Tout Etat contractant pourrait décider de ne pas adhérer aux dispositions du Traité qui concernent l'examen préliminaire international, et tout déposant pourrait décider par lui-même s'il désire profiter de l'examen préliminaire international. Cet élément est généralement appelé « la seconde phase » du PCT ou, étant donné que les dispositions y relatives figurent au deuxième chapitre du projet de Traité, la procédure « selon le Chapitre II ». Bien entendu, pour les Etats ou les déposants qui choisiraient de ne pas utiliser la seconde phase, la première phase ne constituerait pas la première phase internationale, mais la seule phase internationale.

#### Etapes de la première phase

11. La première phase comprendrait les étapes suivantes: le déposant déposerait une demande internationale auprès de son Office national (« Office récepteur »); cet Office contrôlerait la demande quant à la forme et contrôlerait en particulier si elle remplit les conditions minimales qui lui permettent d'acquiescer une date de dépôt; ce même Office adresserait une copie de la demande au Bureau international (pour le dossier) et une copie à l'Administration chargée de la recherche (il convient de noter que l'Office récepteur et l'Administration chargée de la recherche peuvent être la même administration); l'Administration chargée de la recherche procéderait à la recherche à l'égard de la demande — elle s'efforcerait donc de découvrir l'état de la technique pertinent et établirait un rapport (« rapport de recherche ») qui consisterait simplement en citations des documents considérés comme pertinents aux fins de l'examen; le rapport de recherche serait tout d'abord communiqué au déposant qui pourrait maintenir sa demande telle quelle, la retirer ou modifier les revendications; la demande, avec le rapport de recherche,

<sup>5)</sup> Si un déposant obtenait d'une Administration chargée de la recherche une recherche conforme aux critères prévus dans le PCT mais effectuée sur la base de sa demande nationale (« recherche de type international »), ladite Administration chargée de la recherche devrait examiner, en recevant la demande internationale, si la recherche déjà effectuée pourrait contribuer, totalement ou partiellement, à la recherche internationale et si, par conséquent, une partie de la taxe de recherche internationale pourrait être ristournée au déposant.

serait alors <sup>6)</sup> communiquée à l'Office national de chaque Etat contractant désigné par le déposant. Ce n'est qu'alors — et seulement si la demande ne s'étendait pas à la seconde phase — que les taxes nationales (s'il y en a) et les traductions (s'il y a une différence de langue) seraient exigibles et que le traitement et l'examen par ledit Office national (« phase nationale ») pourraient commencer.

12. La demande internationale serait publiée par le Bureau international mais en aucun cas avant la date à laquelle elle aurait de toute façon été publiée conformément à la législation nationale d'un Etat désigné et en aucun cas avant l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité.

13. Le Traité ne contiendrait pas de dispositions relatives à la phase nationale, sous la seule réserve qu'il garantirait que cette phase nationale ne commencerait pas avant au moins l'expiration du 20<sup>e</sup> mois à compter de la date de priorité, et que le déposant aurait la possibilité, dans chaque Etat désigné, de modifier les revendications. Il en irait ainsi même pour les Etats ayant un système « d'enregistrement ». A part cela, chaque Etat pourrait conserver sa législation actuelle en matière de brevets, ou la modifier à sa convenance à l'avenir, sous la seule réserve qu'il ne pourrait prescrire, pour la demande, des conditions de formes différentes et plus strictes que celles que prévoit le PCT.

14. Toute recherche internationale devrait se conformer aux mêmes normes, indépendamment de l'identité de l'Administration chargée de la recherche (voir aussi les paragraphes 25 à 27 ci-après).

#### *Effets de la première phase*

15. Le dépôt d'une demande internationale aurait deux effets juridiques:

- (i) la demande internationale aurait les effets d'une demande nationale dans chacun des Etats désignés et dans tous ces Etats;
- (ii) la procédure relative à la demande au sein des Offices nationaux serait suspendue jusqu'à — c'est-à-dire qu'elle ne commencerait pas avant — (sauf sur requête expresse du déposant) l'expiration d'un délai de 20 mois au moins à compter de la date de priorité et, normalement, jusqu'à ce que le rapport international de recherche soit disponible.

16. Chacun de ces effets juridiques a d'importantes conséquences pratiques.

17. La première de ces conséquences pratiques est que le déposant pourrait provoquer l'existence de demandes dans de nombreux pays en déposant une demande rédigée en une langue, et en payant un jeu de taxes.

18. La seconde de ces conséquences est que les procédures nationales commenceraient à des conditions beaucoup plus avantageuses que si le PCT n'existait pas, aussi bien pour le

déposant que pour les Offices nationaux: pour le déposant, en raison du fait qu'il pourrait se former une opinion bien plus pertinente quant à la valeur de son invention; pour les Offices nationaux, en raison du fait qu'une part substantielle de la tâche d'examen — à savoir la recherche de l'état de la technique — aurait déjà été effectuée. En outre, la remise de traductions (lorsqu'il y a une différence de langue) et le paiement de taxes nationales (s'il y en a) seraient dus beaucoup plus tard — au moins huit mois plus tard — que si le PCT n'existait pas.

#### *Etapes de la seconde phase*

19. La seconde phase comprendrait les étapes suivantes: le déposant demanderait l'examen préliminaire international; la demande d'examen préliminaire serait adressée à l'Administration chargée de l'examen préliminaire; cette Administration effectuerait l'examen préliminaire, qui porterait essentiellement sur les questions de savoir si l'invention revendiquée semble être nouvelle, impliquer une activité inventive (n'être pas évidente) et être susceptible d'application industrielle; le déposant et l'Administration communiqueraient l'un avec l'autre au cours de l'examen préliminaire et le déposant aurait au moins une occasion de modifier, en réponse à une opinion écrite, les revendications et la description; le rapport d'examen préliminaire serait alors établi; ce rapport ne contiendrait aucune déclaration quant à la question de savoir si l'invention revendiquée est ou semble être brevetable ou non conformément à la législation d'un pays quelconque; il déclarerait — par un simple « oui » ou « non » — en relation avec chaque revendication si cette revendication semble satisfaire aux trois critères ci-dessus; à la déclaration seraient jointes des citations et, si nécessaires, de brèves explications; finalement, le rapport serait transmis aux Offices nationaux des Etats élus. Ce n'est qu'alors <sup>7)</sup> que les taxes nationales (s'il y en a) et les traductions (s'il y a une différence de langue) seraient exigibles et que la procédure et l'examen par cet Office national (« phase nationale ») pourraient commencer.

20. Le rapport d'examen préliminaire ne serait pas publié. Le fait qu'un examen préliminaire a été demandé serait confidentiel. Un retrait éventuel de la demande d'examen et les résultats de ce dernier seraient également confidentiels.

21. Tout rapport d'examen préliminaire devrait se conformer aux mêmes normes, indépendamment de l'identité de l'Administration chargée de l'examen préliminaire (voir aussi les paragraphes 25 à 27 ci-après).

22. Le Traité ne contiendrait pas de dispositions relatives à la phase nationale, sous la seule réserve qu'il garantirait que cette phase nationale ne commencerait pas avant au moins l'expiration du 25<sup>e</sup> mois à compter de la date de priorité et que le déposant aurait la possibilité, dans chaque Etat élu, de modifier les revendications. A part cela, chaque Etat pourrait

<sup>6)</sup> Tout Etat désigné pourrait toutefois exiger qu'une copie de la demande soit remise à son Office même avant l'achèvement du rapport de recherche et que les taxes nationales soient payées et les traductions remises audit Office avant la communication régulière de la demande, aucune de ces exigences ne pouvant être formulée avant l'expiration d'un délai de 20 mois à compter de la date de priorité. Etant donné que, dans tous les cas typiques, la recherche internationale serait achevée à ce moment, cette possibilité devrait se réaliser rarement et ne servira qu'à garantir aux Offices désignés qu'ils ne devront pas attendre indéfiniment.

<sup>7)</sup> Tout Etat élu pourrait toutefois exiger qu'une copie de la demande soit remise à son Office national même avant l'achèvement du rapport d'examen préliminaire, et que les taxes nationales soient payées et les traductions remises audit Office avant la communication du rapport d'examen préliminaire, aucune de ces exigences ne pouvant être formulée avant l'expiration d'un délai de 25 mois à compter de la date de priorité. Etant donné que, dans tous les cas typiques, l'examen préliminaire international serait achevé à ce moment, cette possibilité devrait se réaliser rarement et ne servira qu'à garantir aux Offices élus qu'ils ne devront pas attendre indéfiniment.

conserver sa législation actuelle, que ce soit sur le fond de la brevetabilité ou sur la procédure, étant donné que le Traité ne contiendrait aucune autre exigence à laquelle les législations nationales devraient se conformer.

#### *Effets de la seconde phase*

23. Le seul effet juridique déconlant de l'utilisation de la seconde phase serait — comme cela a déjà été mentionné — que la procédure au sein des Offices nationaux serait suspendue jusqu'à — c'est-à-dire qu'elle ne commencerait pas avant — l'expiration du 25<sup>e</sup> mois au moins à compter de la date de priorité et, normalement, jusqu'à ce que le rapport d'examen préliminaire soit disponible.

24. L'effet pratique de l'utilisation de la seconde phase serait de la même espèce — mais d'un degré beaucoup plus élevé — que celui de la première phase: la procédure nationale commencerait à des conditions considérablement plus avantageuses que si le PCT n'existait pas aussi bien pour le déposant que pour les Offices nationaux et considérablement plus avantageuses que ce n'est le cas de la première phase seule. Le déposant aurait, grâce au rapport d'examen préliminaire, une forte indication de ses chances d'obtenir des brevets. Les Offices nationaux élimineraient la presque totalité de leurs efforts relatifs à l'examen. Tout ce qu'ils devraient encore faire, dans des circonstances normales, serait de tirer du rapport leurs propres conclusions quant à la brevetabilité, à la lumière de leurs législations nationales.

#### *Certaines caractéristiques particulières du Traité proposé Administrations chargées de la recherche et Administrations chargées de l'examen préliminaire*

25. Il est envisagé que l'Institut International des Brevets soit l'une des Administrations chargées de la recherche et de l'examen préliminaire — c'est-à-dire qu'il établisse aussi bien des rapports internationaux de recherche que des rapports internationaux d'examen préliminaire.

26. En outre, il est envisagé que certains Offices nationaux soient des Administrations chargées de la recherche et/ou de l'examen préliminaire. Le Traité prescrirait les critères: documentation minimum, personnel minimum, capacité linguistique minimum. A l'heure actuelle, les Offices nationaux de quatre Etats ont fait savoir, à titre non officiel, qu'ils désireraient probablement devenir des Administrations chargées de la recherche et de l'examen préliminaire. Il s'agit des Offices nationaux de l'Allemagne (Rép. féd.), des Etats-Unis d'Amérique, du Japon et de l'Union soviétique. L'Office des brevets du Royaume-Uni a fait savoir, non officiellement, qu'il désirerait probablement devenir une Administration chargée de l'examen préliminaire mais non une Administration chargée de la recherche. Les Etats nordiques envisagent de grouper leurs ressources à cette fin.

27. Au cours des diverses réunions qui se sont tenues jusqu'à ce jour, les représentants de la plupart des organisations non gouvernementales ont demandé avec insistance que la recherche soit faite par une seule Administration, à savoir l'Institut International des Brevets; ils ne voyaient en effet pas d'autre manière d'assurer que les rapports de recherche

soient d'un type et d'une qualité uniformes, indépendamment de l'origine de la demande. Le projet permet à la fois cette solution — dite « recherche centralisée » — et une solution où plusieurs Administrations sont chargées de la recherche. Il faut toutefois souligner que l'intention actuelle est de disposer de plusieurs Administrations chargées de la recherche, comme cela est indiqué ci-dessus. Les raisons principales de cette intention sont pratiques: il est plus économique et plus facile d'utiliser des facilités existantes que d'accroître fortement celles de l'Institut International des Brevets; il est plus commode — tout au moins pour les déposants allemands, japonais, soviétiques et des Etats-Unis — d'être près de l'Administration chargée de la recherche et d'utiliser des services auxquels on est habitué; les demandes internationales ne pourraient probablement pas être déposées en japonais ou en russe si la recherche devait être effectuée par le seul Institut International des Brevets. En outre, une haute qualité uniforme de la recherche n'est pas exclue même si plusieurs Administrations sont chargées de la recherche. Des mesures énergiques et pratiques suffisent pour assurer une telle uniformité. La création d'un fond commun d'informations et l'établissement d'une recherche mécanisée uniforme semblent constituer la plus effective de ces mesures. Il faudrait prendre des dispositions pour se diriger vers cet objectif dès que le PCT entrera en vigueur. Le problème principal est d'ordre financier. Le PCT lui-même pourrait prévoir la solution de ce problème. D'autres mesures sont déjà prévues dans le projet; à titre d'exemple, citons la documentation minimum identique que chaque Administration chargée de la recherche devrait utiliser, l'obligation d'utiliser cette documentation et l'établissement de mécanismes de consultations mutuelles.

28. De toute façon, comme cela a déjà été indiqué, le projet est construit de manière à ce que la recherche centralisée puisse être constituée sans qu'il faille modifier le Traité. Si l'expérience montrait que la recherche décentralisée n'est pas absolument satisfaisante et si les Offices nationaux qui sont actuellement des candidats non officiels au rôle d'Administrations chargées de la recherche étaient disposées à renoncer à ce rôle.

#### *Durée de la procédure*

29. Les paragraphes qui suivent traitent des cas typiques — c'est-à-dire des cas que l'on peut s'attendre à être normaux. La procédure peut, dans quelques autres cas, être plus longue ou plus brève que ce qui est indiqué ci-après.

30. Tous les délais partent de la date de priorité.

31. *Phase I.* — La demande internationale serait déposée à la fin du 12<sup>e</sup> mois. Elle serait transmise à l'Administration chargée de la recherche et au Bureau international à la fin du 13<sup>e</sup> mois<sup>8</sup>). La recherche serait effectuée au cours des trois mois suivants (14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> mois), mais suffisamment à temps

<sup>8</sup> Le mois qui suit le dépôt international (le 13<sup>e</sup> mois) devrait suffire au contrôle pour des raisons de sécurité nationale, étant donné que la demande nationale dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale est connue depuis une année de l'Office récepteur. Toutefois, si cette période d'un mois n'était pas suffisante, l'Office récepteur pourrait exiger que les demandes internationales soient déposées quelques semaines plus tôt — comme c'est le cas maintenant lorsqu'un contrôle pour des raisons de sécurité nationale doit être effectué avant l'expiration de l'année de priorité.

pour que le rapport de recherche soit adressé au déposant au cours du 16<sup>e</sup> mois. Le déposant disposerait de deux mois (les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> mois) pour modifier les revendications, et les deux mois suivants (19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>) pour préparer les traductions requises. (Il devrait payer les taxes nationales et remettre les traductions au plus tôt vers la fin du 20<sup>e</sup> mois.)

32. *Phase II.* — Le déposant, ayant reçu le rapport de recherche à la fin du 16<sup>e</sup> mois<sup>9)</sup>, utiliserait le 17<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> mois non seulement pour modifier les revendications, mais également pour décider s'il va demander un examen préliminaire international. Il déposerait sa demande d'examen préliminaire vers la fin du 18<sup>e</sup> mois. La première opinion écrite serait rédigée deux mois plus tard, vers la fin du 20<sup>e</sup> mois. Le déposant disposerait de deux mois (le 21<sup>e</sup> et le 22<sup>e</sup>) pour donner sa réponse à cette opinion. L'Administration chargée de l'examen préliminaire établirait son rapport un mois plus tard, c'est-à-dire vers la fin du 23<sup>e</sup> mois. Le déposant disposerait des deux mois suivants (le 24<sup>e</sup> et le 25<sup>e</sup>) pour préparer les traductions requises. (Il devrait payer les taxes nationales et remettre les traductions au plus tôt vers la fin du 25<sup>e</sup> mois.)

### Langues

33. Les demandes internationales devraient être rédigées dans une langue que l'Administration chargée de la recherche compétente soit à même de traiter. Les Offices nationaux de Moscou, Munich, Tokyo et Washington pourraient ainsi accepter des demandes internationales rédigées en langues russe, allemande, japonaise et anglaise, respectivement. L'Institut International des Brevets pourrait traiter des demandes rédigées en langues allemande, anglaise, française et néerlandaise. Si l'Italie et quelques pays de langue espagnole devaient devenir parties au PCT, l'Institut International des Brevets pourrait probablement s'engager à traiter des demandes rédigées en italien ou en espagnol, respectivement.

34. Les rapports de recherche et les rapports d'examen préliminaire seraient rédigés dans la langue dans laquelle la demande internationale qu'ils concernent est publiée.

35. Les traductions des demandes internationales, lorsque des traductions sont requises aux fins de la procédure nationale, seraient préparées par le déposant. Les rapports de recherche et les rapports d'examen préliminaire seraient traduits en cinq langues (allemand, anglais, français, japonais, russe) et les traductions seraient préparées sous la responsabilité du Bureau international.

36. La publication, sous forme de brochure, de la demande internationale serait effectuée dans la langue dans laquelle cette demande est déposée, si elle est déposée en allemand, en anglais, en français, en japonais ou en russe. Si la demande était déposée dans une autre langue, elle serait publiée en anglais. Si la demande était publiée en allemand, en français, en japonais ou en russe, l'abrégé et le rapport de

recherche figureraient dans la brochure en deux langues: celle de la demande et l'anglais. La première page de la brochure contiendrait des données bibliographiques, un dessin caractéristique (peut-être en format réduit) et l'abrégé, afin de faciliter une rapide appréciation et de rendre cette dernière possible même dans le cas assez fréquent où la langue de la demande n'est pas connue du lecteur.

37. La publication dans la Gazette consisterait, en relation avec chaque demande, en ces trois mêmes éléments. La Gazette serait publiée au moins en anglais et en français, et également dans des langues additionnelles pour lesquelles les souscriptions ou les subventions nécessaires seraient assurées. L'allemand, le japonais et le russe figureraient presque certainement, et l'espagnol probablement, au nombre de ces langues.

38. *Obtention de traductions complètes par des tiers.* — En fournissant, pour la première fois, une traduction dans une langue donnée de la demande internationale à l'Office national d'un Etat désigné ou élu quelconque, le déposant remettrait une copie de cette traduction au Bureau international. Ce dernier mettrait cette traduction à la disposition des tiers après que la demande internationale ait été publiée dans sa langue originale.

### Taxes

39. *Première phase.* — Le dépôt d'une demande internationale serait soumis au paiement en tout cas d'une taxe, et peut-être d'une ou de deux taxes additionnelles.

40. La taxe qu'il faudrait de toute façon payer est appelée « *taxe internationale* ». Elle serait destinée à couvrir les dépenses du Bureau international, y compris le coût de préparation des copies pour les Offices désignés, le coût de la publication et le coût de la traduction du rapport de recherche. Cette taxe consisterait en une somme uniforme, mais son montant augmenterait si la demande contenait plus de 50 feuilles.

41. Chaque Office récepteur pourrait, s'il le désirait, percevoir une « *taxe de transmission* » destinée à couvrir les frais du contrôle quant à la forme et les frais de la transmission de copies au Bureau international et à l'Administration chargée de la recherche.

42. Chaque Administration chargée de la recherche pourrait, si elle le désirait, percevoir une « *taxe de recherche* » pour couvrir les frais de la recherche internationale. Quelques Offices nationaux pourraient décider de ne pas percevoir de taxe de recherche. L'Institut International des Brevets devrait presque certainement percevoir une telle taxe, mais la question de savoir si elle serait payée entièrement par le déposant ou si une partie de cette taxe serait convertie par des subventions de l'Etat du déposant sera probablement tranchée de façon différente selon les Etats<sup>10)</sup>.

43. Une question qui a souvent été posée est celle de savoir quel devrait être le nombre minimum de pays qu'il faudrait désigner pour utiliser avec profit la voie du PCT. Il est à prévoir que le choix de cette voie ou le refus de la choisir

<sup>9)</sup> Si l'examen préliminaire était demandé avant que la recherche ait commencé, et si c'était la même Administration qui était chargée de la recherche et de l'examen préliminaire, les deux procédures pourraient être en partie « *télescopées* ». La première opinion pourrait être rédigée en même temps que le rapport de recherche, c'est-à-dire vers la fin du 16<sup>e</sup> mois et non du 20<sup>e</sup>. Les quatre mois ainsi gagnés pourraient être utilisés pour permettre une seconde opinion écrite et une seconde réponse dans la phase d'examen préliminaire.

<sup>10)</sup> Toutes les taxes mentionnées aux paragraphes 40 à 42 seraient indépendantes du nombre des Etats désignés par le déposant. Mais l'Office national de chaque Etat désigné pourrait, lorsqu'il recevrait la demande internationale, exiger le versement de la *taxe nationale* de dépôt usuelle.



ne dépendra pas, en règle générale, de la désignation d'un nombre donné de pays. Un déposant pourra utiliser avec profit la voie du PCT s'il désire disposer de plus de temps de réflexion, s'il désire repousser le moment où il devra couvrir les frais de la préparation des traductions et payer les taxes nationales, et s'il désire réduire ou éliminer un grand nombre de procédures nationales qu'il devrait engager à défaut de cette voie et abandonner ensuite si sa demande ne présentait plus d'intérêt ou s'il n'espérait plus en son succès. La question principale est celle de savoir quel montant d'investissement ces avantages justifient. Bien entendu, si l'on insiste sur une comparaison strictement mathématique des frais et des taxes liés à une demande internationale avec les frais et les taxes des demandes nationales déposées en dehors du PCT, il est à envisager que, d'une façon générale, la préparation et le dépôt de deux demandes nationales coûtera au moins autant, sinon plus, que la demande internationale, si ces deux demandes nationales ne sont pas rédigées dans la même langue. En fait, le coût de la traduction, de la nouvelle rédaction et de la reproduction des dessins d'une demande donnée, même si cela ne se fait qu'une seule fois, devrait, en règle générale, être égal aux frais de préparation d'une demande internationale et aux taxes y relatives.

44. *Deuxième phase.* — La demande d'examen préliminaire serait soumise au paiement en tout cas d'une taxe, et peut-être d'une taxe additionnelle.

45. La taxe qu'il faudrait de toute façon payer est appelée « *taxe de traitement* ». Elle serait destinée à couvrir les dépenses du Bureau international, y compris le coût de préparation de copies et de traductions du rapport d'examen préliminaire à l'intention des Offices nationaux des divers Etats élus.

46. Chaque Administration chargée de l'examen préliminaire pourrait, si elle le désirait, percevoir une « *taxe d'examen préliminaire* ». La situation serait semblable à celle qui est décrite en relation avec la taxe de recherche (voir paragraphe 42 ci-dessus).

47. *Montants.* — Les montants de la taxe internationale et de la taxe de traitement seraient fixés dans le Règlement d'exécution. Une étude plus approfondie est nécessaire pour indiquer ces montants. De toute façon, ces montants seront modestes étant donné qu'une partie substantielle des dépenses devrait être couverte par des ressources découlant de la vente des publications.

48. Les montants des autres taxes seraient fixés par l'Administration compétente, étant toutefois entendu que le montant maximum des taxes que l'Institut International des Brevets pourrait percevoir des déposants qui sont des ressortissants de pays non membres de cet Institut serait fixé par accord entre ledit Institut et le Bureau international. Un tel accord exigerait l'approbation de l'Assemblée des Etats parties au PCT.

#### Formalités

49. L'un des éléments les plus caractéristiques du PCT est que les formalités relatives à la demande seraient établies par le PCT et lieraient tous les Etats contractants. Cela devrait réduire les frais du déposant. Les dessins ne devraient pas

être reproduits. Le déposant saurait qu'une demande, bonne quant à la forme et au contenu dans son pays d'origine, serait également bonne dans n'importe quel autre Etat contractant. La forme et le contenu ne signifient pas seulement les conditions matérielles et les données nécessaires à l'identification, mais également la forme et la méthode de revendiquer et de décrire.

50. Il a été dit que cette uniformité est dangereuse pour ce qui concerne la forme et la méthode de décrire et de revendiquer. La forme et la méthode prescrites par le PCT — disent les mêmes critiques — peuvent être contraires aux traditions, à la pratique judiciaire et aux idiosyncrasies d'un pays. (Certes, la forme et la méthode ne seront pas contraires aux lois et aux règlements d'exécution d'un pays quelconque, étant donné que chaque Etat contractant devrait accepter la forme et la méthode prescrites.) Cette opinion semble être indûment pessimiste, étant donné qu'une fois que les lois et les règlements d'un pays acceptent la forme et la méthode internationales, il ne doit pas être irrationnel de supposer que les traditions, les pratiques judiciaires ou les idiosyncrasies s'adapteront à cette forme et à cette méthode nouvelles. En outre, le Traité fournit une solution propre pour les revendications: le déposant aurait le droit de rédiger à nouveau ses revendications devant chaque Office national, et pourrait le faire différemment devant chacun de ces Offices. Pour ce qui concerne la description, la possibilité de la modifier devant l'Office national de chaque Etat contractant dépendrait de la législation de cet Etat. Si, dans un pays quelconque, une telle possibilité n'existait pas, ou était très limitée, et si la description dans la demande internationale ne pouvait être rédigée de manière à permettre au déposant d'en tirer le bénéfice maximum dans ce pays, le mieux qu'il aurait à faire serait de ne pas choisir la voie du PCT pour ce pays; une telle situation est toutefois plus théorique que réelle et les cas envisagés, s'ils existaient, ne devraient pas affecter substantiellement l'utilité du PCT.

#### Traité, Règlement d'exécution et autres instruments

51. Il est proposé que les dispositions établissant le système et gouvernant son application figurent, selon leur nature et leur importance, dans les instruments suivants: un Traité, un Règlement d'exécution, des Instructions administratives et des accords que le Bureau international conclurait avec chaque Administration chargée de la recherche et chaque Administration chargée de l'examen préliminaire.

52. Le Traité contiendrait les questions les plus importantes: les limites des obligations des Etats contractants; les garanties de leurs droits fondamentaux; les obligations fondamentales et les garanties des droits fondamentaux des déposants; les tâches principales du Bureau international, des Offices récepteurs, des Administrations chargées de la recherche et des Administrations chargées de l'examen préliminaire. La plupart des dispositions du Traité ne pourraient être révisées que selon la procédure classique: les révisions devraient être adoptées par une conférence spéciale et n'entreraient en vigueur que si un certain nombre d'Etats les ratifiaient. Etant donné que les ratifications sont naturellement lentes (du fait que, dans de nombreux Etats, elles doivent s'effectuer par

l'intermédiaire des organes législatifs), ou devrait, dans l'idéal, n'inscrire dans le Traité que les dispositions qui ne seront probablement pas revisées pendant des décennies. Le Traité prévoit toutefois deux groupes de dispositions pouvant être modifiées par une procédure moins incommode et moins lente: d'une part, tous les délais établis dans le Traité pourraient être modifiés par décision unanime des Etats contractants; d'autre part, certaines des dispositions purement administratives, principalement celles qui ont trait au Secrétariat et aux finances de l'Union PCT, pourraient être modifiées par l'Assemblée de l'Union PCT. Cette dernière solution figure dans les textes de la Convention de Paris et de ses Arrangements particuliers tels qu'ils ont été révisés par la Conférence de Stockholm de 1967.

53. *Le Règlement d'exécution*, tel qu'il est proposé, serait plusieurs fois plus long que le Traité et couvrirait tous les détails susceptibles d'avoir un effet possible pour le déposant, les Etats contractants, les Administrations chargées de la recherche et les Administrations chargées de l'examen préliminaire, ou de les intéresser. L'on peut penser qu'au départ, le Règlement d'exécution serait adopté par la même conférence diplomatique que le Traité. Après l'entrée en vigueur du Traité, le Règlement pourrait être modifié par l'Assemblée. Les modifications exigeraient l'unanimité pour certaines dispositions déterminées et la majorité des deux tiers pour les autres.

54. *Les Instructions administratives* traiteraient des détails qui n'affectent les droits et obligations de personne, mais qui sont utiles afin d'introduire de l'ordre et de l'uniformité dans les procédures officielles. Où placer un timbre, comment rédiger les formulaires de transmission de documents, comment transmettre les documents — ce sont là des objets caractéristiques dont les Instructions administratives traiteraient. Lesdites Instructions seraient rédigées par le Bureau international avec certaines garanties, dont le droit de l'Assemblée des Etats contractants d'imposer certaines modifications.

55. *Accords avec les Administrations chargées de la recherche et les Administrations chargées de l'examen préliminaire.* — Ces accords viendraient à ce que la recherche et l'examen préliminaire soient effectués de manière conforme au Traité et au Règlement d'exécution. En outre, ils régleraient certains détails de procédure et d'ordre administratif nécessaires à assurer une coopération sans heurts entre les Administrations dont les efforts communs sont nécessaires au bon fonctionnement du système. Les accords, pour ce qui concerne le Bureau international, exigeraient l'approbation de l'Assemblée des Etats contractants. La question de l'approbation de chaque accord, pour ce qui concerne l'autre partie, relève de cette partie. Par exemple, l'Institut International des Brevets devrait probablement obtenir l'approbation de son Conseil d'administration avant qu'il puisse être lié par un tel accord.

#### Principaux avantages du Traité proposé

##### *Pour les Offices pratiquant l'examen*

56. Les Offices nationaux pratiquant l'examen pourraient réaliser des économies substantielles, étant donné que le système proposé rendrait superflus, dans leur totalité ou dans

leur plus grande partie, les travaux de recherche et également — lorsqu'il y a rapport international d'examen préliminaire — la plupart des travaux d'examen, pour la plupart des demandes déposées par des étrangers. Dans l'énorme majorité des pays, de telles demandes sont plus nombreuses que les demandes déposées par les nationaux. L'Allemagne (République fédérale), les Etats-Unis et le Japon figurent au nombre des rares exceptions; toutefois, dans ces pays, le nombre total des demandes étrangères est impressionnant (31 000, 22 000 et 23 000, respectivement, en 1966) et n'a été atteint ou dépassé que dans trois pays (33 000 dans le Royaume-Uni, 32 000 en France et 28 000 au Canada). Certains Etats socialistes figurent également au nombre des exceptions, mais en raison probablement de l'intensification récente du commerce Est-Ouest et de l'expansion de la coopération scientifique et technique, le nombre des demandes étrangères déposées dans ces pays augmente constamment et rapidement. En Union soviétique, par exemple, ce nombre a doublé de 1965 à 1966.

57. Même les Offices nationaux qui ont des doutes — et, au début, ils pourraient bien en avoir — quant à la qualité des rapports internationaux de recherche et des rapports d'examen préliminaire et qui voudraient les soumettre à une vérification, complète ou partielle, disposeraient d'un bon point de départ pour leur travail, étant donné que ce travail consisterait à compléter, à contrôler et à critiquer et non à tout recommencer dès le début d'une façon complètement indépendante, comme le fait actuellement les Offices nationaux.

##### *Pour les Offices pratiquant l'examen et pour les Offices ne pratiquant pas l'examen*

58. Les deux types d'Offices nationaux réaliseraient des économies dans le coût du traitement des demandes, étant donné que leur travail de vérification du respect des conditions de forme deviendrait pratiquement superflu.

59. Les deux types d'Offices pourraient économiser une partie des frais de publication. Si la publication internationale avait lieu dans leur langue nationale, ils pourraient totalement renoncer à la publication ou décider de ne publier, dans leurs Gazettes nationales, que les abrégés. Cette solution pourrait être choisie même par les pays qui utilisent une langue différente: ils pourraient estimer suffisant de ne publier, dans leur langue nationale, que les abrégés, et garder la traduction complète dans leurs dossiers, n'importe qui pouvant en demander des copies si, sur la base de l'abrégé ou du texte complet en langue étrangère, il était intéressé à cette traduction.

60. Le système proposé ne diminuerait pas les recettes des Offices de brevets, sauf s'ils décidaient volontairement d'accorder un rabais sur les taxes nationales en raison des économies qu'ils réaliseraient grâce au PCT et afin de rendre la voie PCT plus attrayante pour le déposant. De tels rabais pourraient être plus que compensés par les économies réalisées grâce au PCT. De toute façon, la source la plus « profitable » de revenus de la plupart des Offices nationaux est constituée par les taxes de renouvellement. Le système ne toucherait pas à ces taxes sauf, encore une fois, si des rabais volontaires étaient accordés.

*Pour l'inventeur ou le déposant*

61. Les déposants — c'est-à-dire les inventeurs, leurs employeurs ou leurs cessionnaires — disposeraient de plus de temps pour décider dans quels pays étrangers ils désirent rechercher une protection et devraient dépenser beaucoup moins d'argent dans le stade précédant la délivrance (ou le refus) qu'actuellement.

62. A l'heure actuelle, un déposant doit commencer à préparer un dépôt à l'étranger de trois à neuf mois avant l'expiration du délai de priorité. Il doit préparer des traductions de sa demande, et ce, dans une forme plus ou moins différente selon les pays. Conformément au système proposé, le déposant, au cours de l'année de priorité, ne devrait faire qu'une demande (la demande internationale) qui pourrait être identique, aussi bien quant à la langue que quant à la forme, à la demande nationale, ou qui pourrait exiger une — mais seulement une — traduction et nouvelle rédaction. Certes, le déposant devrait, le moment venu, faire face aux frais des traductions ultérieures, mais seulement plus tard — huit mois au plus — que ce n'est le cas actuellement et seulement si, après qu'il ait vu le rapport international de recherche, il était toujours intéressé aux pays considérés. En outre, le coût — encore plus grand — d'une nouvelle rédaction (refonte quant à la forme et à l'expression) pour chaque pays ne se posera plus, même plus tard, ou ne se posera que dans une mesure limitée (lorsque les revendications sont modifiées ou que la description est changée).

63. Le rapport international de recherche aiderait le déposant à décider s'il vaut la peine de poursuivre ses efforts. S'il répondait négativement, il économiserait tous les frais subséquents, y compris la taxe de demande de rapport international d'examen préliminaire.

64. Le rapport international d'examen préliminaire aiderait le déposant à décider s'il désire poursuivre l'obtention de brevets nationaux. Si le rapport n'était pas favorable, il réfléchirait deux fois avant de le faire.

65. Tous les déposants résidant dans un pays dont l'Office national est une Administration chargée de l'examen préliminaire seraient à même de poursuivre le dialogue au sujet de la délivrance du rapport d'examen préliminaire avec l'Office avec lequel ils sont le plus *familiarisés* et qui est géographiquement *proche*, et de le faire dans leur propre *langue*.

66. Même les déposants qui ne résident pas dans un tel pays seraient souvent à même d'utiliser une Administration dans laquelle ils ont particulièrement confiance (par exemple l'Institut International des Brevets) et qui peut être plus proche que la plupart des pays dans lesquels ils désirent une protection, et d'utiliser une langue qui peut être la leur et qui, en tout cas, est une langue universelle généralement connue des milieux scientifiques et techniques.

67. Certes, si des complications naissaient, le déposant pourrait devoir opérer, comme il le fait maintenant, dans des Offices distants et avec lesquels il n'est pas familier et devoir utiliser des langues avec lesquelles il n'est pas du tout familiarisé. Mais, à ce moment-là, il disposerait dans son arsenal d'un rapport international de recherche et peut-être même d'un rapport international d'examen préliminaire, tous deux

de niveau international. Il disposerait ainsi, lui aussi, d'un bon point de départ.

*Pour les pays développés*

68. Les pays développés ont un nombre relativement élevé d'inventeurs. Ces derniers constitueraient la majorité des déposants. Les économies réalisées par les déposants, qui sont décrites ci-dessus, éviteraient ainsi une trop grande sortie de capitaux de ces pays.

69. En permettant l'obtention de brevets plus « forts » (particulièrement dans les pays en voie de développement ne pratiquant pas l'examen), avec des efforts et des frais moindres, le système proposé inciterait probablement les inventeurs à rechercher une protection dans un plus grand nombre de pays et pour un plus grand nombre d'inventions que ce n'est le cas actuellement. Cela permettrait de développer les exportations et le potentiel d'investissement des pays développés auxquels ces inventeurs appartiennent.

*Pour les pays en voie de développement*

70. La plupart des pays en voie de développement ont un système sans examen. Alors que, dans les pays développés, les possibilités de délivrer des brevets sans valeur sont faibles grâce à l'expérience des conseils en brevets ou des agents du dépôt et aux connaissances des tribunaux, ces sauvegardes manquent dans une grande mesure dans de nombreux pays en voie de développement. Le besoin d'examen est donc plus grand dans les pays en voie de développement; cependant, ces pays, en raison de la rareté des personnes techniquement entraînées et de la documentation adéquate, et en raison du coût élevé de l'examen, sont encore moins à même que les pays développés d'introduire un système d'examen — et ce, même s'ils unissaient leurs efforts sur une base régionale.

71. Le système proposé offre une solution claire et simple à ce problème, solution qu'un rapport particulièrement intéressant du Secrétariat des Nations Unies appelle un « dilemme [pour les Gouvernements de la plupart des pays en voie de développement]: s'exposer aux dangers d'un système faussé de brevets ou bien, ce qui est difficile, voire impossible, s'assurer les services des techniciens hautement qualifiés de tous ordres et rassembler les données scientifiques indispensables pour établir la nouveauté des inventions » (document des N. U. E/4319, du 30 mars 1967, Annexe III, page 2).

72. La solution réside dans le fait que, dans le système proposé, les pays en voie de développement n'auraient pas besoin d'acquiescer les personnes et les matériaux nécessaires à une recherche de nouveauté, étant donné que cette recherche — et même l'examen préliminaire — serait effectuée par les Administrations chargées de la recherche internationale et par les Administrations chargées de l'examen préliminaire; cette solution réside en outre dans le fait que les systèmes de brevets de ces pays ne seront pas faussés, étant donné que les demandes accompagnées de rapports d'examen préliminaire international donneraient à leurs brevets un haut niveau de confiance. En fait, leurs brevets seraient, en règle générale, tout autant dignes de confiance, tout autant justifiés et tout aussi forts que ceux des pays les plus développés disposant du corps le plus complet et le mieux qualifié d'examineurs.

73. Le système proposé éviterait non seulement que les pays en voie de développement délivrent des brevets à des déposants étrangers qui ne les méritent pas et qui auraient ainsi pu imposer des « restrictions injustifiées de monopole » (*ibidem*) à leurs économies nationales; le système proposé garantirait également que leurs propres inventeurs et industriels reçoivent des brevets dans lesquels ils puissent avoir confiance et qui ne s'écrouleront pas lorsque des concurrents étrangers les attaqueront ou pénétreront sur le marché.

74. Les pays en voie de développement, en pouvant offrir une protection significative aux entrepreneurs étrangers possédant une technologie brevetée, trouveraient ces entrepreneurs étrangers plus disposés à transférer (vendre ou accorder des licences) ladite technologie et pourraient donc, en général, attirer plus d'investissements étrangers. L'industrialisation de ces pays en serait donc accélérée.

75. Les pays en voie de développement retireraient un bénéfice particulier du système proposé en ce qui concerne la documentation technique. Assembler et utiliser la littérature mondiale de brevets — source par excellence d'informations technologiques récentes et de valeur — est coûteux et peu commode et présente des problèmes linguistiques pratiquement insurmontables. Le système proposé mettrait à la disposition des pays en voie de développement, sous forme de demandes accompagnées de rapports de recherche, peut-être aussi de rapports d'examen préliminaire, et d'abrévés techniques faciles à utiliser, la « crème » des inventions, classées selon les branches de la technologie et présentées dans des langues universelles.

#### *Pour l'information technologique en général*

76. Pour les pays développés, les problèmes indiqués au paragraphe précédent ne sont peut-être pas insurmontables. Mais, pour ces mêmes pays, le système proposé permettrait de faciliter et de rendre plus économique que ce n'est le cas actuellement l'accès à la plus grande partie de la littérature de brevets.

#### *Pour le public*

77. Le système proposé donnerait de la substance au principe souvent cité selon lequel les déposants reçoivent des brevets en contrepartie des divulgations. De telles divulgations, dans le système actuel, n'ont souvent lieu que de nombreuses années après la date de la demande, c'est-à-dire à une époque où ces divulgations ne révèlent plus rien de nouveau. Dans le système proposé, cela pourrait arriver seulement dans les circonstances les plus inhabituelles, c'est-à-dire lorsque aucun des Etats désignés ne prévoit la publication des demandes. Dans la plupart des cas, l'un au moins des pays désignés prévoira la publication après l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date de priorité et, dans tous ces cas, la divulgation aura alors lieu sous forme de publication internationale de la demande dans l'une des langues mondiales et des abrégés en anglais et en français au moins et peut-être même dans d'autres langues.

#### *Pour le système des brevets en général*

78. Le système des brevets, tel qu'il existe actuellement, est fortement critiqué. On dit qu'il gaspille le talent humain,

qu'il est coûteux, qu'il est lent et qu'il aboutit à l'octroi, dans les différents pays, de brevets de valeur tellement différente qu'ils ne méritent même pas de porter le même nom.

79. Il n'est pas essayé ici de formuler un jugement à l'égard de ces accusations. Mais il n'y a pas de doute que le système proposé, en éliminant une grande partie du double travail, éviterait des opérations inutiles et diminuerait le coût des opérations relatives à l'obtention de brevets. Il est également certain que le système proposé diminuerait, d'une façon générale, le temps exigé pour l'examen et pour la délivrance des brevets et réduirait ainsi également la période pendant laquelle le déposant, les candidats à une licence et les concurrents vivent dans l'incertitude en ignorant s'il y aura ou non brevet. L'on doit également prévoir que la coopération proposée rendra plus uniforme la valeur des brevets.

80. Si l'on devait réussir à rendre l'obtention et la délivrance des brevets plus simples et plus économiques et à rendre plus uniforme et, d'une façon générale, plus forte la valeur des brevets délivrés par différents pays, on aurait non seulement répondu aux critiques formulées contre l'état actuel des choses, mais encore rendu plus utile le système des brevets. Ce système pourrait dès lors être accepté par des pays qui doutent de son utilité générale, et il pourrait être utilisé plus utilement dans les pays où il existe. Tout ceci pourrait contribuer au développement du progrès technique si nécessaire à l'amélioration des conditions de vie de la plus grande partie de l'humanité.

#### **Autres efforts de coopération internationale dans le domaine des brevets**

81. Les rédacteurs du plan ont puisé une grande partie de leur inspiration dans les plans et les réalisations des vingt dernières années dans le domaine de la coopération internationale en matière de brevets.

82. L'Institut International des Brevets et la Classification internationale des brevets constituent en eux-mêmes des éléments sans lesquels il serait beaucoup plus difficile d'imaginer le système proposé.

83. Les travaux relatifs au plan de « brevet européen » et le Système nordique des brevets, ainsi que les travaux du Conseil de l'Europe, sont demeurés constamment à l'esprit des rédacteurs des présentes propositions. Ces dernières doivent donc beaucoup aux années d'études qui ont été effectuées dans ces milieux.

84. Il convient toutefois de souligner que le système proposé diffère fondamentalement du plan des six Etats membres de la Communauté économique européenne. Alors que le projet de Convention des « Six » établit un brevet international, une procédure internationale judiciaire pour juger la validité du brevet et d'autres dispositions relatives à des problèmes *postérieurs* à l'octroi du brevet (règles relatives à la durée, nullité, licences obligatoires et autres, règles relatives à la contrefaçon et à sa répression), le projet de PCT ne traite d'aucun de ces sujets. Il n'établit pas de brevet international; il n'établit pas de tribunal international; il ne contient aucune disposition relative aux questions qui apparaissent après l'oc-

trois des brevets. Cet octroi lui-même continuerait à relever de la souveraineté exclusive de chaque Etat contractant.

85. Ainsi, l'étendue du projet de PCT est beaucoup plus limitée. Le Traité proposé ne traite que des phases de la demande et de l'examen. Pour sa mise en vigueur, il s'appuie principalement sur les institutions existantes. Le travail de la recherche et de l'examen serait, du moins au début, décentralisé.

86. Nonobstant les différences existant entre le projet de PCT et les plans des « Six » européens et des pays nordiques, le projet de PCT ne se heurte à aucun de ces plans qui pourraient tous deux être réalisés avant ou après le PCT tel que ce dernier est proposé.

## ICIREPAT

### Comité directeur transitoire et élargi

#### Deuxième session

(Genève, 28 juin 1968)

#### Note \*)

La deuxième session du Comité directeur transitoire et élargi du Comité de coopération internationale en matière d'informatique entre Offices de brevets à examen préalable (ICIREPAT) (ci-après désigné par « le Comité ») s'est réunie au siège des BIRPI à Genève le 28 juin 1968. La liste des participants est jointe à cette note.

*Evaluation du programme.* — Le Comité a décidé que la première tâche à accomplir dans la nouvelle structure de l'ICIREPAT était de procéder à une estimation du programme de l'ICIREPAT, en particulier du programme concernant les systèmes en commun. Des propositions quant à la méthode à suivre pour procéder à cette estimation seront présentées lors de la session de septembre 1968 du Comité exécutif de l'Union de Paris.

*Programme jusqu'à la fin de 1969.* — Le Comité a discuté des progrès que l'on pouvait espérer réaliser dans les systèmes d'utilisation en commun au cours de la période de 18 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 1968 au 31 décembre 1969. Comme certains des participants ont souhaité examiner de manière plus approfondie et avec précision la mesure dans laquelle ils pourraient accepter des engagements pour ladite période, le Comité a décidé de renvoyer ces questions à sa prochaine session.

#### I. Etats

##### Allemagne (République fédérale)

- M. K. Haertel, Président, Office allemand des brevets, Munich.
- M. R. Singer, Leitender Regierungsdirektor, Office allemand des brevets, Munich.
- M. G. Gehring, Regierungsdirektor, Office allemand des brevets, Munich.

##### Etats-Unis d'Amérique

- M. E. J. Brenner, Commissioner of Patents, Office des brevets, Département du Commerce, Washington, D. C.
- M. G. D. O'Brien, Assistant Commissioner, Office des brevets, Département du Commerce, Washington, D. C.
- M. H. J. Winter, Assistant Chief, Business Practices Division, Département d'Etat, Washington, D. C.

##### Japon

- M. Y. Aratama, Directeur général, Office japonais des brevets, Tokyo.
- M. T. Sakai, Premier secrétaire, Délégation permanente du Japon, Genève.
- M. K. Otani, Examinateur-juge principal, Office japonais des brevets, Tokyo.

##### Pays-Bas

- M. G. J. Koelewijn, Membre du Conseil des brevets, Office néerlandais des brevets, La Haye.

##### Royaume-Uni

- M. G. Grant, C. B., Comptroller-General of Patents, Designs and Trade Marks, Office des brevets, Londres.
- M. E. Armitage, Assistant Comptroller, Office des brevets, Londres.

##### Suède

- M. T. Gustafson, Vice-Directeur, Office national des brevets et de l'enregistrement, Stockholm.

##### Union des Républiques socialistes soviétiques

- M. V. Obukhov, Vice-Directeur de l'Institut des informations pour les brevets, Comité pour les inventions et découvertes, Moscou.

## II. Organisation intergouvernementale

### Institut International des Brevets (IIB)

- M. L. F. W. Knight, Conseiller informatique, La Haye.
- M. P. van Waasbergen, Directeur technique, La Haye.
- M. R. Weber, Chef de Division, La Haye.

### III. Présidence du Comité consultatif pour les systèmes de coopération et des Comités permanents

- Mlle I. Schmidt (Office des brevets du Danemark), Présidente de STAC I.
- M. P. van Waasbergen (ttB), Président de STAC II.
- M. J. J. Hillen (Office des brevets des Pays-Bas), Président de STAC III.
- M. J. Dekker (Office des brevets des Pays-Bas), Président de l'ABCS.

### IV. Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI)

- Professeur G. H. C. Bodenhausen, Directeur.
- Dr Arpad Bogsch, Vice-Directeur.
- M. Klaus Pfanner, Conseiller, Chef de Division de la propriété industrielle.
- M. H. Pfeffer, Consultant informatique, Division de la propriété industrielle.

### V. Bureau de la réunion

- Président: M. G. Grant, C. B. (Royaume-Uni)
- Vice-Président: M. Y. Aratama (Japon)
- Secrétaire: Dr Arpad Bogsch (BIRPI)

\*) Cette note a été préparée par les BIRPI sur la base des documents officiels de la session.

## La première année d'application de l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques

Ch.-L. MAGNIN, Vice-Directeur, BIRPI

### Sommaire

- I. Entrée en vigueur de l'Acte de Nice
- II. Application concomitante des Actes de Nice et de Londres
- III. Enregistrements et renouvellements
- IV. Extensions de protection
- V. Date des enregistrements
- VI. Avis de refus (Article 5)
- VII. Application de la Classification internationale aux enregistrements et renouvellements
- VIII. Transmissions
- IX. Renoncations, invalidations et opérations diverses
- X. Recherches d'antériorité, Extraits de registre et Correspondance
- XI. Résultats financiers
- XII. Conclusion

### I. Entrée en vigueur de l'Acte de Nice

Le 15 décembre 1966, est entré en vigueur l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

Signé le 15 juin 1957, cet Acte disposait en son article 12, qu'il entrerait en vigueur entre les pays qui l'auraient ratifié ou y auraient adhéré deux années après que le dépôt du douzième instrument de ratification ou d'adhésion aurait été notifié aux pays de l'Union de Madrid par le Gouvernement de la Confédération suisse. Cette douzième notification a eu lieu le 15 décembre 1964 (voir *La Propriété industrielle*, 1964, p. 259-260). A cette date, les Gouvernements de onze pays avaient ratifié la signature apposée en leur nom au bas de l'Acte de Nice. Il s'agissait des Gouvernements de l'Allemagne (République fédérale), de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suisse et de la Tchécoslovaquie. La Roumanie était, de son côté, devenue partie à l'Acte de Nice par voie d'adhésion. Ajoutons que la République démocratique allemande avait également déclaré adhérer à l'Acte de Nice, mais il existait et il existe encore un désaccord entre les pays de l'Union de Madrid sur la valeur de cette déclaration. Les conditions étaient en tout cas remplies pour l'entrée en vigueur de l'Acte de Nice entre les pays précités dès le 15 décembre 1966. Durant le délai de deux années qui s'est écoulé entre le 15 décembre 1964 et le 15 décembre 1966, trois autres pays ont accédé à l'Acte de Nice: la Yougoslavie par voie de ratification, la République arabe unie et Saint-Marin par voie d'adhésion.

### II. Application concomitante des Actes de Nice et de Londres

Dès le 15 décembre 1966 l'Acte de Nice est donc entré en application, mais à cette date, six pays restaient encore régis par l'Acte de Londres, à savoir: l'Autriche, la Hongrie, le Liechtenstein, le Maroc, la Tunisie et le Viet-Nam.

C'était également l'Acte de Londres qui s'appliquait encore dans les relations entre ces six pays et les pays parties à l'Acte de Nice, à l'exception de l'Espagne qui avait dénoncé l'Acte de Londres comme le lui permettait l'article 12.4) de Nice. Cette dénonciation avait pris effet au 15 décembre 1966.

De cette situation, résultait pour la mise en application de l'Arrangement de Madrid, des difficultés tant administratives que juridiques, difficultés auxquelles a eu pour but de remédier l'établissement d'un règlement d'exécution transitoire unique, valable tant pour l'Acte de Nice que pour l'Acte de Londres et qui subsistera tant que se maintiendra la coexistence de ces deux Actes. Au cours de l'année 1967, les difficultés provenant de cette coexistence se sont quelque peu atténuées du fait de trois nouvelles adhésions à l'Acte de Nice, de pays précédemment liés par l'Acte de Londres, adhésions qui ont eu lieu par voie de ratification, pour la Hongrie le 23 mars, pour le Liechtenstein le 29 mai et pour la Tunisie le 28 août. Au 31 décembre 1967, toutefois, trois pays restaient liés par le seul Acte de Londres, à savoir: l'Autriche, le Maroc et le Viet-Nam. Précisons que du fait de la dénonciation, mentionnée ci-dessus, de l'Acte de Londres par l'Espagne, les enregistrements internationaux en provenance de pays parties au seul Acte de Londres et effectués après le 14 décembre 1966, n'ont pas d'effet en Espagne et inversement les enregistrements internationaux en provenance de l'Espagne et postérieurs au 14 novembre 1966, n'ont aucun effet dans les pays liés par le seul Acte de Londres.

### III. Enregistrements et renouvellements

Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1967 au 1<sup>er</sup> janvier 1968, il a été effectué 9503 enregistrements internationaux et 689 renouvellements d'enregistrements, soit au total 10 192 opérations dont la répartition mensuelle ressort du tableau suivant:

Janvier	239	Mai	889	Septembre	951
Février	450	Juin	1131	Octobre	995
Mars	955	Juillet	1148	Novembre	846
Avril	669	Août	902	Décembre	1017

Ces chiffres sont considérablement inférieurs à ceux de l'année 1966, durant laquelle les BIRPI avaient inscrits sur leurs registres 24 259 enregistrements et renouvellements internationaux, chiffre se décomposant ainsi: enregistrements, 17 195; renouvellements, 7064. Mais il s'agissait là d'une situation exceptionnelle due au fait que bon nombre de déposants, pour éviter d'avoir à acquitter les taxes plus élevées prévues par l'Acte de Nice, avaient cru bon de procéder, avant l'entrée en vigueur de cet Acte, à des enregistrements et renouvellements qui normalement ne seraient intervenus qu'ultérieurement. A titre de comparaison, signalons que durant les cinq années qui ont précédé l'année exceptionnelle de 1966, les totaux annuels des enregistrements et renouvellements internationaux avaient été les suivants:

1961:	12 079
1962:	12 872
1963:	14 193
1964:	14 423
1965:	14 596



Dans les chiffres précités, ceux des renouvellements entraient en moyenne pour 150/o.

A titre indicatif, mentionnons qu'au cours des six premiers mois de l'année 1968 les chiffres totaux des enregistrements et renouvellements ont été les suivants:

Janvier 1968:	1042
Février 1968:	1004
Mars 1968:	988
Avril 1968:	925
Mai 1968:	932
Juin 1968:	841
Total	5732

Ce chiffre total de 5732 s'applique pour 998 unités à des renouvellements.

En ce qui concerne les 9503 enregistrements effectués en 1967, l'émolument international de base n'a pas toujours été acquitté pour la durée totale de la période de validité de ces enregistrements. Pour 1648 de ces enregistrements, cet émolument n'a été acquitté que pour une durée de 10 années, ainsi que le permet l'article 8.7) de l'Acte de Nice qui a repris sur ce point une disposition de l'Acte de Londres. Pour tous ces enregistrements, un complément d'émolument devra donc être versé en 1977, faute de quoi ils feront l'objet d'une radiation sur les registres des BIRPL. Durant la même année 1967, le même complément d'émolument a été acquitté pour 1892 enregistrements effectués en 1957, enregistrements qui ont donc vu leur validité prolongée jusqu'à l'expiration d'une période de 20 ans à compter de cette dernière date.

En ce qui concerne les 689 renouvellements effectués en 1967, 70 l'ont été sous bénéfice du délai de grâce accordé par l'article 7.5) de l'Acte de Nice. Précisons que semblable disposition n'existait pas sous l'Acte de Londres.

#### IV. Extensions de protection (Articles 3<sup>bis</sup> et 3<sup>ter</sup> de l'Acte de Nice)

Les 10 192 enregistrements et renouvellements effectués en 1967 n'ont pas étendu automatiquement leur effet à tous les pays parties à l'Arrangement de Madrid comme c'eût été le cas sous l'empire de l'Acte de Londres. L'Acte de Nice, en effet, adoptant en quelque sorte un moyen terme entre le système de l'unité de l'enregistrement international et celui de la limitation territoriale soutenu par plusieurs pays pour des raisons administratives et financières plus que doctrinales, dispose dans son Article 3<sup>bis</sup> que «chaque pays contractant peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, que la protection résultant de l'enregistrement international ne s'étendra à ce pays que si le titulaire de la marque le demande expressément». Lors de l'entrée en vigueur de l'Acte de Nice, six pays avaient déjà adressé cette notification au Gouvernement de la Confédération suisse, à savoir: la Belgique, l'Espagne, le Luxembourg, Monaco, les Pays-Bas et le Portugal. Au cours de l'année 1967, cinq autres notifications ont été adressées au Gouvernement de la Confédération suisse en application de l'article 3<sup>bis</sup>, lequel est également devenu applicable le 1<sup>er</sup> mars à la République arabe unie, le 10 juin à la Roumanie, le 14 juin à l'Italie, le 28 août à la Tunisie et le 25 octobre à la Répu-

blique démocratique allemande, pour autant que l'on admette l'appartenance de la République démocratique allemande à l'Union de Madrid.

Il en est résulté que les 10 192 enregistrements et renouvellements effectués en 1967 n'ont étendu automatiquement leur effet qu'aux pays parties à l'Arrangement de Madrid qui, à la date de ces enregistrements et renouvellements n'avaient pas accédé à l'Acte de Nice ainsi qu'à ceux qui, ayant accédé à cet Acte, ne s'étaient pas prévalu des dispositions de l'article 3<sup>bis</sup>. Au 31 décembre 1967, seuls faisaient partie de ce dernier groupe de pays, l'Allemagne (République fédérale), la France, la Hongrie, le Liechtenstein, Saint-Marin, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Au cours de l'année 1967, des demandes d'extension de la protection à des pays qui s'étaient prévalu de l'article 3<sup>bis</sup> de l'Acte de Nice, ont été formulées pour 9867 enregistrements et renouvellements en provenance de pays parties à cet Acte. Ces demandes d'extension, au nombre de 53 817 ont été présentées dans la plus grande majorité des cas, au moment de la demande elle-même d'enregistrement ou de renouvellement.

Quelques-unes d'entre elles, cependant, l'ont été à une date postérieure, ainsi que le permet l'article 3<sup>ter</sup>.2), de l'Acte de Nice.

Le tableau ci-dessous indique la répartition, par territoires bénéficiant des dispositions de l'article 3<sup>bis</sup>, de ces 53 817 demandes d'extension de protection afférentes aux 9867 enregistrements et renouvellements ayant pour pays d'origine, un pays partie à l'Acte de Nice. Ces territoires sont cités par ordre décroissant du nombre des demandes d'extension formulées en ce qui les concerne.

Belgique	8064	Rép. arabe unie	3953
Pays-Bas	7645	Italie	3570
Luxembourg	7360	Roumanie	2710
Espagne	7083	Tunisie	1099
Portugal	6503	Allemagne (Rép. dém.)	297
Monaco	5533		

Il convient toutefois d'observer que, comme il a été indiqué précédemment, la République arabe unie, l'Italie, la Roumanie, la Tunisie et la République démocratique allemande, n'ont bénéficié des dispositions de l'article 3<sup>bis</sup> de l'Acte de Nice que durant une partie, différente selon les cas, de l'année 1967.

Pour avoir une vue exacte de la situation telle qu'elle aurait pu être si tous ces territoires avaient été en mesure durant toute l'année 1967, de se prévaloir des dispositions de l'article 3<sup>bis</sup>, il convient donc d'ajuster, par extrapolation sur l'ensemble de cette année, en ce qui concerne ces territoires, les statistiques précitées. On obtiendrait alors le tableau suivant:

Belgique	8064	Monaco	5533
Pays-Bas	7645	Roumanie	4854
Luxembourg	7360	Rép. arabe unie	4743
Espagne	7083	Tunisie	3175
Portugal	6503	Allemagne (Rép. dém.)	1591
Italie	6315		

De l'examen de ces tableaux, il ressort nettement que les déposants exercent une certaine sélection géographique lorsqu'ils demandent une extension de protection. A cet égard, l'obligation d'acquitter une taxe de 25 francs suisses lors de chaque demande d'extension joue certainement un rôle. Cependant on peut remarquer que plus de 50% des enregistrements et renouvellements sont accompagnés de demandes d'extension dans neuf pays, à savoir la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, Monaco, la Roumanie et la République arabe unie. Cet article n'a donc produit qu'en partie l'effet que l'on attendait de lui. Peut-être, à cet égard, une augmentation de la taxe frappant chaque demande d'extension lui permettrait-elle de jouer plus pleinement son rôle.

### V. Date des enregistrements

En ce qui concerne la date des enregistrements, l'application de l'Acte de Nice a également entraîné d'importantes modifications dans la pratique précédemment suivie par les BIRPI, en conformité avec l'Acte de Londres.

Selon ce dernier Acte, en effet, un enregistrement international était effectué à la date à laquelle les BIRPI se trouvaient en possession d'une demande régulière et complète, ainsi que du montant des taxes prescrites. Or, deux dispositions introduites dans l'Acte de Nice, ont fait que ce qui était la règle est devenu l'exception.

La première de ces dispositions est celle de l'article 3.4) selon laquelle «l'enregistrement portera la date de la demande d'enregistrement international au pays d'origine pourvu que la demande ait été reçue par le Bureau international dans le délai de deux mois à compter de cette date».

La seconde de ces dispositions est celle de l'article 8.3) qui, appliquée en liaison avec celle de l'article 8.1) du Règlement d'exécution transitoire, aboutit à ce résultat que la rétroactivité de deux mois résultant de l'article 3.4) de l'Acte de Nice peut être, dans certains cas, portée à trois mois.

Au cours de l'année 1967, ces dispositions se sont appliquées à 82% des demandes d'enregistrement. C'est dire que, dans tous ces cas, les enregistrements internationaux ont porté une date notablement antérieure à celle à laquelle ils ont été réellement effectués. Cette date, bien entendu, n'est valable que pour les pays parties à l'Acte de Nice. Pour les pays liés par le seul Acte de Londres, la date de ces enregistrements doit être fixée sans tenir compte d'aucune rétroactivité, si bien que ces enregistrements ont été effectués et publiés avec deux dates correspondant l'une aux dispositions de l'Acte de Nice, et l'autre à celles de l'Acte de Londres.

### VI. Avis de refus (Article 5)

De ce qui précède, il résulte que le délai de douze mois à compter de la date de l'enregistrement international, durant lequel les Administrations nationales, conformément à l'article 5 de l'Arrangement de Madrid, peuvent refuser la protection d'une marque enregistrée, s'est trouvé amputé de toute la durée de la rétroactivité résultant des dispositions précitées de l'Acte de Nice. Lors de la réunion de la Conférence ad hoc des Directeurs des Offices nationaux de la propriété

industrielle des pays de l'Union de Madrid, en mai 1966, la Délégation espagnole avait déjà attiré l'attention sur les conséquences de cette situation (voir *La Propriété industrielle*, 1966, page 140). Aussi, durant l'année 1967, bon nombre d'avis de refus de protection émanant de l'Administration espagnole ont-ils dû être transmis par les BIRPI à leur destinataire avec la note suivante:

« Le Chef du Registre espagnol de la Propriété industrielle a constaté qu'en application des dispositions contenues dans l'article 3.4) de l'Acte de Nice, ainsi que dans les articles du Règlement d'exécution transitoire relatifs aux demandes d'enregistrement defectueuses, incomplètes ou irrégulières, un enregistrement international portait, dans certains cas, une date antérieure de plusieurs mois à celle à laquelle il a été réellement effectué et, à plus forte raison, à celle à laquelle il a été publié. Il a estimé que ces dispositions n'avaient pas eu pour but et ne sauraient avoir pour effet de réduire la durée du délai fixé à une année par l'article 3.2) de l'Arrangement et que, dans ces conditions, elles doivent être interprétées comme comportant implicitement la faculté pour un pays contractant de considérer que la date de l'enregistrement international devant servir de point de départ pour le calcul de ce délai est la date de publication de l'enregistrement en cause dans le bulletin périodique "Les Marques Internationales".

L'enregistrement international N° . . . . . est daté du . . . . . Il a été publié le . . . . . Selon l'interprétation de l'Administration espagnole, l'avis de refus le concernant a été expédié dans les délais. »

Si l'on tient compte de l'ensemble des avis de refus prononcés par les diverses administrations en application tant de l'Acte de Nice que de l'Acte de Londres de l'Arrangement de Madrid durant l'année 1967, on atteint le chiffre de 48 101. C'est là un total extrêmement élevé et qui s'explique par le fait que ces refus visent des enregistrements effectués en 1966. Or, l'on sait que pour les raisons indiquées précédemment, ces enregistrements ont été beaucoup plus nombreux que d'ordinaire. A titre indicatif, nous signalons qu'au cours des cinq années qui avaient précédé l'année 1967, les totaux annuels de refus de protection avaient été les suivants:

1962:	29 409
1963:	34 191
1964:	33 301
1965:	32 912
1966:	35 932

C'est naturellement des offices pratiquant l'examen préalable des marques que proviennent les refus d'enregistrement, et cela en plus ou moins grand nombre selon le système d'examen en vigueur en chacun d'eux. Le tableau suivant donne la répartition géographique, par ordre décroissant, des refus de protection notifiés aux BIRPI.

Espagne	11 278	Hongrie	1 346
Allemagne (Rép. féd.)	8 223	Suisse	660
Pays-Bas	7 999	Rép. arabe unie	466
Allemagne (Rép. dém.)	6 089	Grèce	320
Tchécoslovaquie	5 737	Yougoslavie	237
Autriche	2 976	Maroc/Tanger	17
Portugal	2 758		

### VII. Application de la Classification internationale aux enregistrements et renouvellements

Parmi les nouvelles dispositions de l'Acte de Nice, figurent celles qui prescrivent l'application de la classification internationale aux enregistrements et renouvellements. Le système de l'enregistrement par classes comporte deux éléments: il



convient d'une part que la demande d'enregistrement contienne l'indication des classes de la classification internationale dans lesquelles doivent être rangés les produits ou services auxquels s'applique la marque, et d'autre part, que ces produits ou services soient, dans la demande, groupés selon ces classes. Il appartient au déposant de faire le nécessaire à cet égard. Lorsqu'il ne le fait pas, ce double travail doit être accompli par les BIRPI qui sont autorisés à percevoir une taxe spéciale de classification lorsque la demande provient d'un pays partie à l'Acte de Nice. Le classement établi par le déposant est soumis au contrôle des BIRPI, contrôle qu'ils exercent, aux termes de l'Acte de Nice, en liaison avec l'Administration du déposant.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1967, les BIRPI sont intervenus dans 1481 cas auprès des Administrations nationales, à propos de classements qu'ils ont estimé défectueux. Ces interventions ont souvent nécessité un long échange de correspondance. C'est dire la tâche supplémentaire considérable qui leur est imposée à cet égard par l'Acte de Nice. Cet Acte dispose, qu'en cas de désaccord entre les BIRPI et une Administration nationale, l'avis des BIRPI est déterminant, mais, sauf dans des cas exceptionnels, le classement a finalement toujours été établi d'un commun accord. Certaines Administrations nationales se bornent d'ailleurs à transmettre aux BIRPI les propositions des déposants, sans prendre position à leur égard. Ajoutons que cette tâche de classification s'est imposée aux BIRPI non seulement pour les enregistrements eux-mêmes, mais encore pour les renouvellements des enregistrements venus à échéance en 1967 et cela en application de l'article 7.3) de l'Acte de Nice. En ce qui concerne les renouvellements, le travail de classification s'est révélé plus délicat encore que pour les enregistrements, étant donné la rédaction souvent assez imprécise de la liste des produits figurant dans les enregistrements effectués sous l'empire de l'Acte de Londres, rédaction que les dispositions de l'article 7.2) de l'Acte de Nice interdisent de modifier à l'occasion d'un renouvellement.

### VIII. Transmissions

Les enregistrements ainsi opérés en 1967 ont fait l'objet, dans le Registre international, de 1947 transmissions. Certaines de ces transmissions, au nombre de 1852, sont totales, c'est-à-dire qu'elles affectent tous les pays et tous les produits ou services auxquels s'étend l'enregistrement. D'autres, au nombre de 95, ne sont que partielles. Parmi les transmissions partielles, 80 affectent seulement certains pays, 11 certains produits ou services, et 4 à la fois certains produits et services et certains pays. Il convient de remarquer qu'en 1967, conformément aux prescriptions du Règlement d'exécution transitoire applicable aussi bien à l'Acte de Londres qu'à l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid, les transferts partiels quant aux pays ont été réalisés non plus par la radiation pour ces pays de l'enregistrement international en cause suivi d'un enregistrement national de la même marque dans chacun de ces pays, mais par l'inscription, dans les registres des BIRPI, d'un nouvel enregistrement international n'étendant ses effets que dans les pays pour lesquels la marque a été cédée. Le nouvel enregistrement international

résultant du transfert et inscrit au nom du cessionnaire ne subsistera que durant la période de validité de l'enregistrement dont il dérive et qui reste inscrit au nom du cédant. Cette dernière disposition s'applique d'ailleurs aussi aux cas des nouveaux enregistrements internationaux résultant d'un transfert partiel quant aux produits.

En ce qui concerne les transmissions de pays à pays, l'article 9<sup>bis</sup> de l'Acte de Nice dispose que «si la transmission a été effectuée avant l'expiration du délai de cinq ans à compter de l'enregistrement international, le Bureau international demandera l'assentiment de l'Administration du pays du nouveau titulaire». L'obligation de demander l'assentiment du pays du cessionnaire a été reprise du texte de Londres de l'article 9<sup>bis</sup> de l'Arrangement. Elle s'expliquait sous l'empire de l'Acte de Londres étant donné qu'en cas de transfert il y avait alors mutation du pays d'origine qui n'était plus celui du cédant mais devenait celui du cessionnaire. Il était alors nécessaire de s'assurer que l'enregistrement international avait une nouvelle base dans le pays du cessionnaire et c'était là la raison d'être de la demande d'assentiment adressée à l'Administration de ce pays. Au contraire, selon les dispositions de l'Acte de Nice, le pays d'origine reste toujours celui du cédant et c'est donc de l'enregistrement national effectué dans ce pays que continue à dépendre l'enregistrement international durant la période de cinq années au cours de laquelle existe une liaison entre l'enregistrement au pays d'origine et l'enregistrement international. La disposition précitée de l'article 9<sup>bis</sup> de l'Acte de Nice ne semble donc pas avoir de justification juridique. Néanmoins, étant donné qu'elle existe, les BIRPI ont dû l'appliquer et lors des 84 transmissions partielles quant aux pays dont ils ont été saisis, ils ont dû demander l'assentiment du pays du cessionnaire. Une difficulté cependant se posait, quant au point de départ du délai de cinq années visé par l'article 9<sup>bis</sup>, en liaison avec l'article 6.2) de l'Acte de Nice. A ce sujet, le Comité des Directeurs des Offices nationaux de la Propriété industrielle de l'Union particulière de l'Union de Madrid, Comité institué par l'Acte de Nice, a été consulté par les BIRPI et a émis l'avis suivant:

«... Le Comité a estimé qu'en cas de transfert de l'enregistrement international d'un cédant établi dans un pays à un cessionnaire établi dans un autre pays, le délai de cinq années durant lequel, aux termes des articles 9<sup>bis</sup> et 9<sup>ter</sup> [de l'Acte de Nice], les BIRPI doivent demander l'assentiment de l'Administration du pays du nouveau titulaire devrait se calculer de la façon suivante:

- a) pour les enregistrements internationaux effectués avant le 15 décembre 1966, date de l'entrée en vigueur de l'Acte de Nice, ce délai se calculerait à compter de cette date;
- b) pour les enregistrements effectués après le 15 décembre 1966, il se calculerait à compter de la date de ces enregistrements.» (Voir *La Propriété industrielle*, 1967, p. 15.)

C'est dans les conditions précisées dans cet avis du Comité des Directeurs que lors de 84 transmissions partielles, les BIRPI ont demandé l'assentiment du pays du cessionnaire.

### IX. Renonciations, invalidations et opérations diverses

Au cours de l'année 1967, l'application de l'Acte de Nice a exigé encore de multiples autres opérations.

Des renonciations pour un ou plusieurs pays seulement ont affecté 1043 enregistrements (2306 en 1966) et 448 en-

registrements internationaux ont fait l'objet de renonciations pour l'ensemble des pays de l'Union de Madrid dans lesquels ils étaient valables (439 en 1966). Dans 520 cas, ces renonciations ont été communiquées aux BIRPI en même temps que la demande d'enregistrement elle-même. Dans tous les autres cas, ces renonciations sont intervenues postérieurement à l'enregistrement.

Les BIRPI ont également pris note de la radiation de 401 enregistrements nationaux (338 en 1966), correspondant à des enregistrements internationaux.

Soixante-seize décisions d'invalidation totale ou partielle affectant des enregistrements internationaux (108 en 1966) ont été inscrites sur les registres des BIRPI. Pour 64 d'entre elles (71 en 1966), il s'agit de décisions d'ordre administratif, et pour 12 d'entre elles (37 en 1966), ce sont des décisions d'ordre judiciaire.

Enfin 4644 opérations diverses ont affecté les enregistrements internationaux. Par ce terme d'opérations diverses, on entend des limitations de listes de produits, des modifications de raisons de commerce, des changements d'adresses, et toutes autres sortes de rectifications concernant des enregistrements inscrits dans les registres internationaux.

#### X. Recherches d'antériorité, extraits de registre et correspondance

Les BIRPI ont effectué en 1967 3358 recherches d'antériorité (4000 en 1966). Parmi ces recherches, 3229 ont porté sur des éléments verbaux et 129 sur des éléments figuratifs. Ajoutons qu'il a été procédé à 65 recherches spéciales (87 en 1966) afin d'établir la liste des marques enregistrées au nom de telle ou telle entreprise.

4154 extraits de registre ont été délivrés (6951 en 1966) et 112 003 lettres, avis et documents divers ont été reçus et expédiés par le service des enregistrements internationaux.

#### XI. Résultats financiers

Les résultats financiers de la première année d'application de l'Acte de Nice diffèrent considérablement de ceux qui étaient enregistrés sous l'empire de l'Acte de Londres, et cela en raison tant des charges nouvelles imposées aux BIRPI par la gestion de l'Acte de Nice que de la profonde modification apportée par cet Acte dans la structure financière de l'Arrangement.

L'Acte de Londres, qui ne faisait en cela que confirmer des dispositions antérieures, ne prévoyait qu'un émolument international unitaire de 150 francs suisses par enregistrement ou, dans le cas où plusieurs enregistrements étaient demandés simultanément, de 100 francs suisses pour tout enregistrement en sus du premier, et son règlement d'exécution prescrivait que, compte tenu du total des émoluments internationaux et de diverses taxes accessoires perçus chaque année, l'excédent des recettes sur les dépenses serait réparti par parts égales entre tous les pays contractants.

Or, à cet égard, l'Acte de Nice a innové sur deux points.

Tout d'abord, à l'émolument international unitaire il a substitué trois catégories d'émoluments:

- un émolument de base de 200 francs suisses réduit, en cas de plusieurs enregistrements demandés simultanément, à 150 francs suisses pour tout enregistrement en sus du premier;
- un émolument supplémentaire de 25 francs suisses pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième dans laquelle sont rangés les produits et services auxquels s'applique la marque;
- et enfin, un complément d'émolument de 25 francs suisses par pays pour toute demande d'extension de protection dans un pays ayant fait usage de la faculté offerte par l'article 3<sup>bis</sup> de cet Acte.

L'Acte de Nice a, de plus, prescrit que seul serait réparti par parts égales entre les pays contractants, l'excédent sur les dépenses des recettes provenant de l'émolument de base et des taxes diverses. En revanche, les sommes provenant des émoluments supplémentaires et des compléments d'émolument seraient réparties à l'expiration de chaque année, entre les pays parties audit Acte, proportionnellement au nombre de marques pour lesquelles la protection aura été demandée dans chacun d'eux durant l'année écoulée, ce nombre étant affecté, en ce qui concerne les pays à examen préalable, d'un coefficient déterminé par le règlement d'exécution. Ce coefficient a été fixé au chiffre trois.

Naturellement, pour les pays qui, en 1967 n'avaient pas encore adhéré à l'Acte de Nice, ce sont les dispositions financières de l'Acte de Londres qui ont été appliquées.

Compte-tenu des dispositions résumées ci-dessus les résultats financiers de l'année 1967 ont été les suivants:

Le total des émoluments internationaux unitaires versés par les pays encore liés par l'Acte de Londres et des émoluments de base versés par les pays parties à l'Acte de Nice a été insuffisant pour faire face aux dépenses imposées aux BIRPI par l'enregistrement international des marques et, notamment, par les conditions plus dispendieuses de gestion de l'Acte de Nice. Il en est résulté pour cette année un déficit de 185 157 francs suisses. Dans ces conditions, aucune répartition aux pays n'a pu être faite au titre de l'émolument international unitaire ou de l'émolument de base. Des mesures devront naturellement être prises pour remédier à cette situation au cours des prochains exercices.

Quant au montant réparti au titre des émoluments supplémentaires et des compléments d'émolument, il s'est élevé au total, à la somme de 1 469 875 francs suisses.

#### XII. Conclusion

Tels sont les principaux résultats de la première année d'application de l'Acte de Nice. Il est certes encore trop tôt pour émettre un avis sur le mérite des modifications apportées par cet Acte à l'Arrangement de Madrid. Il apparaît cependant, dès maintenant, que l'administration de l'Arrangement est devenue beaucoup plus lourde et plus complexe et, partant, plus coûteuse qu'elle ne l'était précédemment.

# LÉGISLATION

## RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

### Loi

destinée à unifier et à amender la législation relative  
aux dessins et modèles  
(N° 57, 1967 \*)

(Texte en afrikaans signé par le Président de l'Etat)  
(Approuvé le 1<sup>er</sup> mai 1967)

Il est décidé, par le Président de l'Etat, le Sénat et l'Assemblée de la République d'Afrique du Sud, ce qui suit:

### Définitions

1. — (1) Dans la présente loi, sauf indication contraire du contexte,

- (i) « article » s'entend de tout article fabriqué et comprend une partie quelconque d'un article;
- (ii) « cessionnaire » inclut le représentant personnel d'un cessionnaire, et toute référence au cessionnaire d'une personne quelconque sera interprétée comme comportant une référence au cessionnaire du représentant personnel de cette personne;
- (iii) « pays partie à la Convention », par rapport à une disposition quelconque de la présente loi, s'entend d'un pays au sujet duquel est en vigueur une proclamation faite en vertu de l'article 17 et déclarant que, aux fins de ladite disposition, ce pays est un pays partie à la Convention;
- (iv) « cour », par rapport à une question quelconque, s'entend d'une scetion quelconque de la Cour Suprême d'Afrique du Sud compétente en ce qui concerne cette question;
- (v) « date de la demande » signifie:
  - a) par rapport à une demande additionnelle qui a été antdatée en vertu de l'article 4 (3) b), la date à laquelle ladite demande a été ainsi antdatée,
  - b) par rapport à une demande présentée en vertu de l'article 18, la date à laquelle la demande relative au dessin ou modèle pertinent a été présentée dans le pays partie à la Convention dont il s'agit, ou est, aux termes de la législation de ce pays, considérée comme ayant été ainsi présentée, et
  - c) par rapport à toute autre demande, la date à laquelle la demande a été déposée à l'Office des dessins et modèles;
- (vi) « dessin ou modèle » (*design*) s'entend de tout dessin ou modèle appliqué à un article quelconque, en ce qui concerne l'aspect, la forme, la configuration, ou l'ornementation de celui-ci, ou en vue de plusieurs de ces fins, et quel que soit le mode d'application, pour autant que ces éléments s'adressent uniquement à l'œil et ne sont jugés

que par l'œil; néanmoins, tout élément d'un article — pour autant que cet élément est dicté uniquement par la fonction que ledit article est destiné à remplir — et toute méthode ou principe de construction seront exclus des droits accordés par la présente loi;

- (vii) « Ministre » s'entend du Ministre des Affaires économiques;
- (viii) « agent en brevets » s'entend d'un agent en brevets inscrit au registre prévu par la loi de 1952 sur les brevets (loi n° 37 de 1952);
- (ix) « *Journal des Brevets* » s'entend du Journal officiel des brevets, dessins et modèles et marques de fabrique ou de commerce de la République;
- (x) « représentant personnel », par rapport à une personne quelconque, inclut le représentant légal de cette personne qui est désigné à cet effet dans un pays quelconque en dehors de la République;
- (xi) « prescrit » signifie prescrit par un règlement;
- (xii) « propriétaire », par rapport à un dessin ou modèle, s'entend:
  - a) de l'auteur du dessin ou modèle, ou
  - b) lorsque l'auteur du dessin ou modèle exécute le travail pour une autre personne, de la personne pour laquelle le travail est ainsi exécuté, ou
  - c) lorsque la propriété du dessin ou modèle ou le droit d'appliquer ce dessin ou modèle a été transféré à une autre personne, par cession, transmission, ou effet de la loi, de cette autre personne;
- (xiii) « registre » s'entend du registre des dessins et modèles tenu en vertu de la présente loi;
- (xiv) « propriétaire enregistré », par rapport à un dessin ou modèle, s'entend de la personne qui, à la date considérée, est inscrite dans le registre des dessins et modèles en tant que propriétaire du dessin ou modèle;
- (xv) « Registrateur » (*Registrar*) s'entend du Registrateur des dessins et modèles nommé en vertu de l'article 3;
- (xvi) « règlement » s'entend de tout règlement édicté ou en vigueur aux termes de la présente loi;
- (xvii) « loi abrogée » s'entend de la loi de 1916 sur les dessins et modèles (*The Designs Act, 1916*) (loi n° 9 de 1916);
- (xviii) « série d'articles » s'entend d'un certain nombre d'articles, ayant les mêmes caractéristiques générales, ordinairement mis en vente ou destinés à être utilisés ensemble, et à chacun desquels est appliqué le même dessin ou modèle, ou le même dessin ou modèle avec des modifications ou des variations qui ne sont pas suffisantes pour en changer le caractère ou pour affecter substantiellement l'identité dudit dessin ou modèle.

(2) Dans la présente loi, toute référence à un article pour lequel un dessin ou modèle est enregistré sera, dans le cas d'un dessin ou modèle enregistré pour une série d'articles, interprétée comme une référence à un article quelconque appartenant à cette série.

(3) Toute question qui pourrait se poser, au sujet de la présente loi, quant au point de savoir si un certain nombre d'articles constitue une série d'articles sera réglée par le Registrateur, dont la décision, nonobstant toute disposition de la présente loi, sera définitive et sans appel.

\*) Traduction des BIRPL.

### Office des dessins et modèles

2. — (1) Il sera institué à Pretoria un Office qui sera appelé Office des dessins et modèles (*Designs Office*).

(2) L'Office des dessins et modèles institué en vertu de l'article 4b) de la loi abrogée sera considéré comme ayant été institué en vertu du présent article.

### Nomination du Registrateur des dessins et modèles et d'un Registrateur adjoint

3. — (1) Le Ministre, sous réserve des lois régissant les services publics, nommera un fonctionnaire, dénommé le Registrateur des dessins et modèles, qui, sous réserve des instructions données par le Ministre, sera le fonctionnaire principal chargé de l'Office des dessins et modèles, et le Ministre, sous réserve des lois sus-indiquées, pourra nommer un Registrateur adjoint des dessins et modèles qui, sous le contrôle du Registrateur, jouira de tous les pouvoirs conférés par la présente loi au Registrateur, et qui, dans les cas où le Registrateur, pour une raison quelconque, ne sera pas en mesure de remplir ses fonctions, agira temporairement en son lieu et place.

(2) Le Registrateur des dessins et modèles nommé en vertu de l'article 5 de la loi abrogée sera considéré comme ayant été nommé Registrateur des dessins et modèles en vertu de la présente loi.

### Enregistrement des dessins et modèles

4. — (1) Le Registrateur peut, sur demande présentée, dans les formes et selon les modalités prescrites, par une personne revendiquant la propriété d'un dessin ou modèle nouveau ou original, et moyennant paiement de la taxe prescrite, enregistrer le dessin ou modèle sans modification ou avec telles modifications qu'il jugera appropriées.

(2) Aux fins de la présente loi, un dessin ou modèle sera considéré comme étant un dessin ou modèle nouveau ou original, si, à la date, ou avant la date de la demande d'enregistrement de ce dessin ou modèle, ledit dessin ou modèle ou un dessin ou modèle n'en différant pas substantiellement, n'a pas été:

- a) utilisé dans le territoire de la République;
- b) décrit dans une publication, dans le territoire de la République;
- c) décrit, en quelque lieu que ce soit, dans une publication imprimée;
- d) enregistré dans le territoire de la République; ou n'a pas été
- e) l'objet d'une demande en vue de l'enregistrement d'un dessin ou modèle dans le territoire de la République ou d'une demande déposée dans un pays partie à la Convention en vue de l'enregistrement d'un dessin ou modèle qui a été ultérieurement enregistré dans le territoire de la République conformément à l'article 18.

(3) a) Le même dessin ou modèle peut être enregistré dans plus d'une classe, et, en cas de doute quant à la classe dans laquelle un dessin ou modèle devrait être enregistré, le Registrateur fixera quelle est la classe à adopter.

b) Si, à la suite d'une décision du Registrateur, un dessin ou modèle doit obligatoirement être enregistré dans une classe

autre que celle pour laquelle la demande d'enregistrement a été déposée, une demande additionnelle pourra être déposée pour cette autre classe et, si elle est ainsi déposée dans les trente jours qui suivent la date de la décision intervenue, elle pourra être antidatée de manière à porter la date de la première demande d'enregistrement.

(4) Le Registrateur peut, s'il le juge convenable, refuser d'enregistrer un dessin ou modèle quelconque qui lui est présenté aux fins d'enregistrement, mais uniquement pour le motif:

- a) que le dessin ou modèle n'est pas un dessin ou modèle au sens de l'article 1<sup>er</sup>; ou
- b) que le dessin ou modèle n'est pas enregistrable en raison des dispositions du paragraphe 5; ou
- c) que le dessin ou modèle est contraire à la loi ou à la moralité; ou
- d) que le requérant ne s'est pas conformé aux règlements qui prescrivent la forme et les modalités nécessaires pour la présentation d'une demande, et toute personne lésée par un refus de ce genre pourra interjeter appel devant la cour qui, au sujet dudit appel, pourra prendre une ordonnance pour décider si l'enregistrement doit être effectué, et, dans l'affirmative, moyennant quelles conditions.

(5) Les dessins et modèles concernant des articles qui ne sont pas destinés à être multipliés par le moyen d'un procédé industriel ne seront pas enregistrables en vertu de la présente loi.

(6) Lorsqu'il existe un droit d'auteur (*copyright*) sur une œuvre artistique, aux termes de la loi de 1965 sur le Droit d'auteur (loi n° 63 de 1965), le Président de l'Etat peut, par la voie réglementaire, exclure de l'enregistrement en vertu de la présente loi un dessin ou modèle correspondant et, sur ce, les dispositions de l'article 11 de la loi mentionnée en premier lieu ne seront pas applicables en ce qui concerne cette œuvre.

(7) Une demande qui, en raison d'un manquement ou d'une négligence de la part du requérant, n'a pas été remplie de façon à permettre que l'enregistrement soit effectué dans les délais prescrits, sera considérée comme ayant été abandonnée.

(8) En cas d'enregistrement, un dessin ou modèle sera enregistré à compter de la date de la demande.

### Dispositions concernant une divulgation confidentielle, etc. . .

5. — L'enregistrement d'un dessin ou modèle ne perdra pas sa validité en raison, uniquement:

- a) de la divulgation du dessin ou modèle par le propriétaire à une autre personne dans des circonstances telles que cette autre personne agirait contrairement à la bonne foi si elle utilisait ou publiait le dessin ou modèle; ou
- b) de la divulgation du dessin ou modèle, contrairement à la bonne foi, par une personne autre que le propriétaire du dessin ou modèle; ou
- c) de l'acceptation d'une première commande confidentielle concernant des articles portant le dessin ou modèle en question; ou

- d) de la communication du dessin ou modèle par son propriétaire à un département du gouvernement ou à une personne habilitée par un département du gouvernement à examiner les mérites du dessin ou modèle, ou de tout acte accompli à la suite de cette communication; ou
- e) de la présentation, à une exposition industrielle ou internationale, certifiée comme telle par le Registrateur, ou de la présentation en un autre lieu pendant la durée de l'exposition en question, sans la connaissance ou le consentement du propriétaire, d'un dessin ou modèle ou de tout article auquel est appliqué un dessin ou modèle, ou de la publication, pendant la durée d'une exposition de ce genre, d'une description de ce dessin ou modèle, si
  - (i) l'exposant, avant de présenter le dessin ou modèle ou l'article ou de publier une description du dessin ou modèle averti, comme il est prescrit, le Registrateur de son intention d'agir ainsi, et
  - (ii) si la demande d'enregistrement est faite avant l'ouverture de l'exposition ou dans les six mois qui précèdent.

#### *Enregistrement des dessins et modèles dans plus d'une classe*

6. — Lorsqu'un dessin ou modèle a été enregistré dans une ou plusieurs classes, une demande à l'effet que ce dessin ou modèle soit enregistré dans une autre ou dans plusieurs autres classes peut être présentée par le propriétaire, et cet enregistrement ne perdra pas sa validité

- a) pour le motif que le dessin ou modèle n'est pas nouveau ou original, uniquement en raison du fait qu'il a été enregistré antérieurement; ou
- b) pour le motif que le dessin ou modèle a été antérieurement publié dans le territoire de la République, uniquement en raison du fait qu'il a été appliqué à des produits d'une classe quelconque dans laquelle il avait été ainsi enregistré antérieurement.

#### *Certificat d'enregistrement*

7. — (1) Au moment de l'enregistrement, le Registrateur délivrera au propriétaire du dessin ou modèle un certificat d'enregistrement.

(2) En cas de perte du certificat original ou dans tout autre cas où il le jugera expédient, le Registrateur pourra, moyennant paiement de la taxe prescrite, fournir une ou plusieurs copies du certificat.

#### *Licence obligatoire en ce qui concerne un dessin ou modèle enregistré*

8. — (1) A un moment quelconque, après qu'un dessin ou modèle a été enregistré, une personne qui n'a pas pu obtenir une licence, à des conditions raisonnables, de la part du propriétaire de ce dessin, peut demander à la cour l'attribution d'une licence obligatoire, pour le dessin ou modèle en question, en faisant valoir que, dans le territoire de la République, ce dessin ou modèle n'est pas appliqué, par des moyens ou procédés industriels, à des articles pour lesquels ledit dessin ou modèle a été enregistré, ou des proportions qui, étant donné les circonstances du cas d'espèce, seraient rai-

sonnables, et la cour peut, à la suite de cette demande, prendre telle décision qu'elle jugera convenable.

(2) Une décision visant l'attribution d'une licence obligatoire aura effet, sans préjudice de tout autre mode d'exécution, de la même manière que s'il s'agissait d'un acte, signé par le propriétaire enregistré et par toutes les autres parties et accordant une licence conformément à ladite ordonnance.

(3) Il ne sera pris, en vertu du présent article, aucune décision qui contreviendrait aux clauses de tout traité, convention, arrangement ou engagement applicables à la République et à un pays quelconque partie à la Convention.

#### *Tenue du registre des dessins et modèles*

9. — (1) Il sera tenu, à l'Office des dessins et modèles, un registre des dessins et modèles dans lequel seront inscrits les noms et adresses des propriétaires des dessins et modèles enregistrés, les notifications des cessions et transmissions de dessins enregistrés et telles autres indications qui pourront être fixées par le Registrateur.

(2) Le registre tenu en vertu de la loi abrogée sera incorporé au registre tenu en vertu de la présente loi et en fera partie intégrante.

(3) Sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements pertinents, le registre des dessins et modèles sera, à toutes les heures convenables, accessible au public, aux fins de consultation, et des copies, certifiées conformes et portant le cachet de l'Office des dessins et modèles, de toute inscription figurant au registre seront délivrées, moyennant paiement de la taxe prescrite, à toute personne qui en fera la demande.

(4) Le registre des dessins et modèles constituera un commencement de preuve en ce qui concerne tout fait ou toute indication dont l'inscription dans ledit registre est exigée ou autorisée par la présente loi.

(5) Aucune notification de fidéicommiss (*trust*) expressément spécifié, implicite ou tacite, ne pourra figurer dans le registre des dessins et modèles et le Registrateur ne tiendra compte d'aucune notification de ce genre.

#### *Annulation de l'enregistrement*

10. — (1) Le Registrateur peut, sur demande écrite du propriétaire, accompagnée du montant de la taxe prescrite, annuler l'enregistrement d'un dessin ou modèle, soit intégralement, soit en ce qui concerne tout article particulier à propos duquel le dessin ou modèle est enregistré.

(2) A un moment quelconque après qu'un dessin ou modèle a été enregistré, toute personne intéressée peut s'adresser à la cour en vue de l'annulation de l'enregistrement de ce dessin ou modèle, pour l'un des motifs suivants:

- a) le dessin ou modèle n'était ni nouveau, ni original;
- b) la personne demandant l'enregistrement n'était pas le propriétaire du dessin ou du modèle;
- c) la demande constituait une fraude à l'égard du propriétaire,

ou pour tout autre motif en raison duquel le Registrateur aurait pu refuser l'enregistrement de ce dessin ou modèle, et la cour pourra prendre, au sujet de cette demande, telle décision qu'elle jugera convenable.

(3) Lorsque l'enregistrement d'un dessin ou modèle est annulé pour cause de fraude, la cour ou le Registrateur peuvent, sur la demande du propriétaire du dessin ou modèle dont il s'agit, ordonner l'enregistrement de ce dessin ou modèle au nom de ce propriétaire, avec la même date que celle de l'enregistrement ainsi annulé.

*Enregistrement du transfert des droits afférents à un dessin ou modèle enregistré*

11. — (1) Lorsque par cession, transmission, ou effet de la loi, une personne acquiert les droits afférents à un dessin ou modèle enregistré ou détient, en qualité de créancier hypothécaire, de titulaire de licence ou d'autre manière, d'autres intérêts afférents à un dessin ou modèle enregistré, elle peut, moyennant paiement de la taxe prescrite, demander au Registrateur, de la manière prescrite, l'enregistrement, dans le registre des dessins et modèles, de son titre de propriétaire ou de copropriétaire, ou, suivant le cas, de la mention des intérêts qu'elle détient.

(2) Sans préjudice des dispositions du paragraphe (1), une demande d'enregistrement du titre de toute personne acquérant, par cession, les droits afférents à un dessin ou modèle enregistré ou à une part dans un dessin ou modèle enregistré, ou détenant en vertu d'une hypothèque, d'une licence ou d'un autre instrument, d'autres intérêts afférents à un dessin ou modèle enregistré, peut être présentée, de la manière prescrite, par le cédant, le débiteur hypothécaire, le donneur de licence, ou par toute autre partie audit instrument, selon le cas.

(3) Lorsqu'une demande est soumise, aux termes du présent article, en vue de l'enregistrement du titre d'une personne quelconque, le Registrateur, si la preuve de ce titre est dûment établie à sa satisfaction,

a) lorsque cette personne détient les droits afférents à un dessin ou modèle enregistré ou à une part dans un dessin ou modèle enregistré, l'inscrira dans le registre des dessins et modèles en qualité de propriétaire ou de copropriétaire du dessin ou modèle, et portera dans ce registre les indications concernant l'instrument ou l'événement d'où l'intéressé tire son titre; ou

b) lorsque cette personne détient d'autres intérêts afférents au dessin ou modèle enregistré, inscrira dans le registre la mention de ces intérêts, avec les indications concernant, le cas échéant, l'instrument qui crée lesdits intérêts.

(4) Sous réserve des droits dévolus à une autre personne et dont il est fait mention dans le registre des dessins et modèles, la personne ou les personnes enregistrées comme propriétaire ou propriétaires d'un dessin ou modèle enregistré auront la faculté, en ce qui concerne ce dessin ou modèle, de le céder, d'accorder des licences y afférentes ou de prendre toutes autres dispositions au sujet de ce dernier, et de délivrer des reçus valables pour toute rétribution concernant lesdites cessions, licences ou autres transactions. Toutefois, une personne traitant avec le propriétaire enregistré autrement que comme un acquéreur ou un preneur de licence *bona fide* pour valcur reçue et sans constatation d'une fraude quelconque de la part du propriétaire enregistré, ne sera pas protégée.

(5) Sauf s'il s'agit d'une demande visant à rectifier le registre en vertu des dispositions de l'article 12, un document au sujet duquel il n'a pas été porté d'inscription dans le registre des dessins et modèles conformément au paragraphe (3) du présent article ne sera pas admis, devant une cour de justice quelconque, comme preuve du titre d'une personne afférent à un dessin ou modèle enregistré, ou à une part ou à des intérêts dans un dessin ou modèle enregistré, à moins que la cour n'en décide autrement.

*Compétence de la cour en matière de rectification du registre des dessins et modèles*

12. — (1) La cour peut, sur la demande d'une personne lésée, soit par la non-insertion, dans le registre des dessins et modèles, ou l'omission, dans ce registre, d'une inscription, soit par une inscription faite sans motif suffisant ou maintenue à tort dans le registre, soit par une erreur ou une inexactitude concernant une inscription effectuée dans ce registre, ordonner que le registre soit rectifié par l'insertion d'une inscription ou par la radiation ou la modification d'une inscription, dans les conditions qu'elle jugera convenables.

(2) Dans une procédure engagée en vertu du présent article, la cour peut examiner toute question qu'il sera nécessaire ou expédient de régler au sujet de la rectification du registre.

(3) Avis de toute demande présentée à la cour en vertu du présent article sera donné, de la manière prescrite, au Registrateur qui aura le droit de comparaître et d'être entendu au sujet de ladite demande et qui devra comparaître s'il y est invité par la cour.

(4) Toute ordonnance prise par la cour en vertu du présent article prescrira qu'avis de cette ordonnance sera communiqué au Registrateur et celui-ci, dès réception dudit avis, rectifiera le registre en conséquence.

*Pouvoir du Registrateur de rectifier les erreurs*

13. — (1) Lorsque le registre des dessins et modèles ou un document quelconque établi en vertu de la présente loi contient une inexactitude due à une erreur ou à une omission de la part du Registrateur, celui-ci peut, conformément aux dispositions du présent article, rectifier cette inexactitude, et, à cette fin, exiger la production du document en question.

(2) Lorsque le Registrateur se proposera d'effectuer une rectification dans les conditions susmentionnées, il avisera de son intention les personnes qui lui semblent intéressées à cette rectification et il leur donnera l'occasion d'être entendues avant qu'il ne soit procédé à cette rectification.

(3) Lorsqu'il existe une inexactitude dans le registre des dessins et modèles, ou dans une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle, ou dans un autre document déposé à l'occasion de cette demande, ou dans une procédure se rapportant à un dessin ou modèle, par suite d'une erreur ou d'une omission de la part du propriétaire du dessin ou modèle ou de la personne qui a demandé l'enregistrement du dessin ou modèle, une rectification peut être effectuée, conformément aux dispositions du présent article, sur demande écrite du propriétaire ou du requérant intéressé et moyennant paiement de la taxe prescrite.



(4) Il peut être interjeté appel, devant la cour, de toute décision prise par le Registrateur en vertu du présent article.

#### *Durée de l'enregistrement d'un dessin ou modèle*

14. — (1) L'enregistrement d'un dessin ou modèle aura, sous réserve des dispositions de la présente loi, une durée de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement.

(2) Si une demande de prolongation de cette période de cinq ans est adressée au Registrateur, de la manière prescrite, avant l'expiration de ladite période de cinq ans ou de telle période supplémentaire (de six mois au maximum) que le Registrateur pourra accorder, celui-ci, moyennant paiement de la taxe prescrite, prolongera cette période pour une nouvelle durée de cinq ans à compter de l'expiration de la période initiale.

(3) Si une demande de prolongation de cette deuxième période est adressée au Registrateur, de la manière prescrite, avant l'expiration de ladite deuxième période ou de telle période supplémentaire (de six mois au maximum) éventuellement accordée par le Registrateur, celui-ci pourra, sous réserve des dispositions réglementaires et moyennant paiement de la taxe prescrite, prolonger cette période pour une troisième durée de cinq ans à compter de l'expiration de la deuxième période.

#### *Droits afférents aux dessins et modèles*

15. — (1) La personne enregistrée en qualité de propriétaire jouira — sous réserve des dispositions de la présente loi, et de tous droits qui, d'après le registre, sont dévolus à une autre personne — du droit exclusif, dans le territoire de la République, de fabriquer, utiliser ou vendre tout article qui est inclus dans la classe où le dessin ou modèle est enregistré, et dans lequel est incorporé le dessin ou modèle enregistré ou un dessin ou modèle ne différant pas substantiellement du dessin ou modèle enregistré.

(2) Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'enregistrement d'un dessin ou modèle produira les mêmes effets à l'encontre de l'Etat qu'à l'encontre du sujet.

#### *Dispositions destinées à assurer le secret en ce qui concerne les dessins et modèles présentant une valeur du point de vue de la défense nationale*

16. — (1) Lorsque, soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la présente loi, une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle a été soumise et qu'il apparaît au Registrateur que ce dessin ou modèle est susceptible de présenter de la valeur pour des fins intéressant la défense nationale, le Registrateur peut donner des instructions pour interdire ou pour restreindre la publication de renseignements concernant ce dessin ou modèle, ou la communication desdits renseignements à toute personne ou à toute catégorie de personnes spécifiées dans ces instructions.

(2) Des arrangements peuvent être pris par le Registrateur afin d'assurer que la représentation ou le spécimen d'un dessin ou modèle au sujet duquel des instructions sont données conformément au présent article, ne puissent pas être consultés ou examinés à l'Office des dessins et modèles tant que ces instructions demeurent en vigueur.

(3) Lorsque le Registrateur donnera des instructions de ce genre, il devra aviser de la demande reçue et des instructions données par lui, le Département de la Défense nationale et les dispositions suivantes seront alors applicables, à savoir:

- a) le Secrétaire à la Défense nationale, dès réception de l'avis en question, examinera si la publication du dessin ou modèle serait préjudiciable à la défense de la République et, à moins qu'une notification n'ait été antérieurement adressée au Registrateur, conformément à l'alinéa c) du présent paragraphe, par le Secrétaire à la Défense nationale, sur demande du requérant intéressé, il réexaminera la question avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date du dépôt de la demande d'enregistrement du dessin ou modèle et une fois, au minimum, pendant chacune des années ultérieures, si une demande est à nouveau adressée par le requérant en vue de ce réexamen;
- b) aux fins sus-indiquées, le Secrétaire à la Défense nationale peut, à n'importe quel moment après l'enregistrement du dessin ou modèle ou, avec le consentement du requérant, à n'importe quel moment avant l'enregistrement de ce dessin ou modèle, examiner la représentation ou le spécimen du dessin ou modèle déposé à la suite de la demande d'enregistrement;
- c) si, lors de l'examen du dessin ou modèle à n'importe quel moment, le Secrétaire à la Défense nationale estime que la publication du dessin ou modèle ne serait pas, ou ne serait plus, préjudiciable à la défense de la République, il avisera le Registrateur à cet effet;
- d) dès réception de cette notification, le Registrateur annulera les instructions données par lui en vertu du paragraphe (1) du présent article et pourra, sous réserve, éventuellement, de telles conditions qu'il jugera appropriées, prolonger le délai fixé pour accomplir tout acte exigé ou autorisé par la présente loi ou en vertu de celle-ci et se rapportant à la demande d'enregistrement du dessin ou modèle en question — que le délai ainsi prévu ait ou non expiré antérieurement.

(4) Aucune personne résidant dans le territoire de la République ne pourra, sauf si elle est habilitée à le faire en vertu d'une autorisation accordée par le Registrateur ou au nom de celui-ci, soumettre ou faire soumettre une demande, hors du territoire de la République, en vue de l'enregistrement d'un dessin ou modèle susceptible de présenter de la valeur pour des fins de défense nationale,

- a) à moins qu'une demande d'enregistrement du même dessin ou modèle, ou d'un dessin ou modèle substantiellement identique, n'ait été présentée dans le territoire de la République, six semaines au minimum, avant la demande présentée hors du territoire de la République, et
- b) à moins qu'il n'ait pas été donné d'instructions, en vertu du paragraphe (1), pour ce qui concerne la demande présentée dans le territoire de la République, ou que ces instructions n'aient été annulées:

toutefois, le présent paragraphe ne sera pas applicable en ce qui concerne un dessin ou modèle pour lequel une demande de protection a été présentée initialement dans un pays situé

hors de la République par une personne résidant hors du territoire de la République.

*Proclamations concernant les pays parties à la Convention*

17. — (1) Le Président de l'Etat, en vue de l'exécution d'un traité, convention, arrangement ou engagement, peut, par voie de proclamation dans la *Gazette*, déclarer qu'un pays spécifié dans la proclamation est un pays partie à la Convention, aux fins de l'une quelconque ou de la totalité des dispositions de la présente loi.

(2) Aux fins du paragraphe (1), tout territoire pour lequel un autre pays assume les responsabilités afférentes aux relations internationales sera considéré comme étant un pays au sujet duquel une déclaration peut être faite en vertu dudit paragraphe.

*Enregistrement d'un dessin ou modèle lorsqu'il a été présenté une demande de protection dans un pays partie à la Convention*

18. — (1) Une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle pour lequel une protection a été demandée dans un pays partie à la Convention peut être présentée, conformément aux dispositions de la présente loi, par la personne qui a soumis la demande de protection, ou par son représentant personnel, ou par son cessionnaire. Toutefois, aucune demande ne sera soumise en vertu du présent article après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la demande de protection dans un pays partie à la Convention, ou, s'il a été présenté plusieurs demandes de protection, à compter de la date de la première demande. D'autre part, si, après le dépôt de la première demande, présentée dans un pays partie à la Convention pour un dessin ou modèle quelconque, une demande ultérieure est déposée dans ce pays pour le même dessin ou modèle, cette demande ultérieure sera considérée comme étant la première demande dans ce pays, en ce qui concerne ce dessin ou modèle, si, au moment du dépôt de ladite demande,

- a) les demandes antérieures avaient été retirées, abandonnées ou rejetées sans avoir été accessibles à l'inspection du public; et si
- b) aucun droit de priorité n'a été revendiqué sur la base de ces demandes antérieures; et si
- c) dans le pays partie à la Convention il n'existe pas de droits se rapportant à ces demandes antérieures.

(2) Une demande qui a été retirée, abandonnée ou rejetée, ne pourra, après le dépôt de la demande ultérieure, être invoquée à l'appui d'une revendication de droits de priorité aux termes du présent article.

(3) Un dessin ou modèle enregistré à la suite d'une demande soumise en vertu du présent article sera enregistré à la date de la demande, ou, lorsqu'il a été présenté plusieurs demandes de protection, à la date de la première demande, ou, suivant le cas, à la date de la demande qui est considérée comme constituant la première demande de ce genre: toutefois, aucune action ne sera engagée en ce qui concerne une infraction commise avant la date à laquelle est délivré, conformément à la présente loi, le certificat d'enregistrement du dessin ou modèle.

(4) Lorsqu'une personne a sollicité la protection pour un dessin ou modèle au moyen d'une demande

- a) qui, selon les clauses d'un traité existant entre deux ou plusieurs pays parties à la Convention, équivaut à une demande dûment présentée dans l'un de ces pays parties à la Convention, ou
  - b) qui, conformément à la législation d'un pays quelconque partie à la Convention, équivaut à une demande dûment présentée dans ce pays partie à la Convention,
- cette personne sera considérée, aux fins du présent article, comme ayant présenté sa demande dans ledit pays partie à la Convention.

*Prolongation, dans certains cas, des délais fixés pour les demandes*

19. — (1) Si le Président de l'Etat est assuré que des dispositions substantiellement équivalentes aux dispositions qui seront édictées par le présent article ou en vertu de cet article, ont été ou seront édictées en vertu de la législation d'un pays quelconque partie à la Convention, il peut, par voie de proclamation dans la *Gazette*, édicter des règlements habilitant le Registrateur à prolonger le délai fixé pour la présentation d'une demande conformément au paragraphe (1) de l'article 18, en vue de l'enregistrement d'un dessin ou modèle pour lequel une demande de protection a été présentée dans ledit pays dans tous les cas où le délai spécifié dans la première clause conditionnelle dudit paragraphe vient à expiration au cours d'une période prescrite.

(2) Les règlements édictés en vertu du présent article peuvent:

- a) lorsqu'un accord ou arrangement a été conclu entre le gouvernement de la République et le gouvernement du pays partie à la Convention pour la fourniture réciproque de renseignements ou d'articles, prévoir que, soit d'une manière générale, soit dans toute catégorie de cas spécifiée par le règlement, une prolongation du délai fixé ne sera pas accordée en vertu du présent article, à moins que le dessin ou modèle n'ait été communiqué conformément à l'accord ou à l'arrangement sus-indiqué;
- b) fixer, soit d'une manière générale, soit dans toute catégorie de cas spécifiée par le règlement, la prolongation maximum qui peut être accordée en vertu du présent article;
- c) prescrire ou autoriser toute procédure spéciale en ce qui concerne les demandes soumises en vertu du présent article;
- d) habiliter le Registrateur à prolonger, par rapport à une demande soumise en vertu du présent article, le délai délimité par les dispositions antérieures de la présente loi, ou en vertu de ces dispositions, pour l'accomplissement d'un acte quelconque, sous réserve de telles conditions qui seront éventuellement imposées par les règlements ou en vertu de ceux-ci;
- e) prévoir les mesures nécessaires pour assurer que les droits conférés par l'enregistrement à la suite d'une demande soumise en vertu du présent article seront assujettis aux restrictions ou conditions qui pourront être spécifiées par les règlements ou en vertu de ces règle-



ments, notamment aux restrictions et conditions visant la protection des personnes qui — autrement qu'à la suite d'une communication faite conformément à un accord ou arrangement du genre de ceux que mentionne l'alinéa a) du présent paragraphe et avant la date de la demande en question ou telle date ultérieure autorisée par les règlements — peuvent avoir importé ou fabriqué des articles auxquels est appliqué le dessin ou modèle, ou peuvent avoir présenté une demande d'enregistrement dudit dessin ou modèle.

*Protection des dessins ou modèles communiqués en vertu d'arrangements avec d'autres pays*

20. — (1) Sous réserve des dispositions du présent article, des règlements peuvent être édictés en vertu de la présente loi, afin d'assurer que, lorsqu'un dessin ou modèle a été communiqué conformément à un accord ou à un arrangement conclu entre le gouvernement de la République et le gouvernement d'un autre pays pour la fourniture réciproque de renseignements ou d'articles:

- a) une demande d'enregistrement du dessin ou modèle présentée par la personne dont le dessin ou modèle a été communiqué, ou par son représentant personnel, ou par son cessionnaire, ne subira pas d'atteinte, et l'enregistrement du dessin ou modèle effectué à la suite de cette demande ne sera pas invalidé, en raison, uniquement, du fait que le dessin ou modèle a été communiqué comme indiqué ci-dessus ou que, par voie de conséquence,
  - (i) le dessin ou modèle a été publié ou appliqué, ou que
  - (ii) une demande d'enregistrement du dessin ou modèle a été présentée par une autre personne, ou que le dessin ou modèle a été enregistré à la suite de cette demande;
- b) toute demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle présentée à la suite d'une communication, comme sus-indiqué, pourra être rejetée, et tout enregistrement d'un dessin ou d'un modèle effectué à la suite d'une telle demande pourra être annulé.

(2) Les règlements édictés en vertu du paragraphe (1) peuvent prévoir que la publication ou l'application d'un dessin ou modèle, ou la présentation d'une demande d'enregistrement de ce dessin ou modèle seront — dans telles circonstances et sous réserve de telles conditions ou exceptions qui pourront être prescrites — présumées avoir été la conséquence de la communication dont il est question dans ledit paragraphe.

(3) Le pouvoir d'édicter des règlements en vertu du présent article, pour autant qu'il peut s'exercer en faveur de personnes dont les dessins ou modèles ont été communiqués au gouvernement de la République par le gouvernement d'un autre pays ne sera exercé que si, et dans la mesure où, le Président de l'Etat est assuré que des dispositions substantiellement équivalentes ont été ou seront édictées, aux termes des lois de ce pays, en faveur des personnes dont les dessins ou modèles ont été communiqués par le gouvernement de la République au gouvernement dudit pays.

(4) Les références du paragraphe (3) à la communication d'un dessin, soit au gouvernement de la République ou au gouvernement d'un autre pays, soit par le gouvernement de la République ou par le gouvernement d'un autre pays, seront interprétées comme comportant des références à la communication du dessin ou modèle à toute personne, ou par toute personne, habilitée à cet effet par le gouvernement en question.

*Certains règlements et certaines mesures prises en vertu de ces règlements peuvent avoir un effet rétroactif à certains égards*

21. — Tout règlement édicté en vertu des articles 19 ou 20 et toutes ordonnances rendues, toutes instructions données ou toutes autres mesures prises, conformément audit règlement, par le Registrateur, peuvent être édictées, rendues, données ou prises de manière à avoir effet en ce qui concerne des choses faites ou omises à telle date — soit antérieure, soit postérieure à l'entrée en vigueur dudit règlement ou de la présente loi — qui pourra être spécifiée dans ledit règlement.

*Consultation des dessins et modèles enregistrés*

22. — (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, les représentations, spécimens ou croquis d'un dessin ou modèle enregistré, y compris tous les documents déposés par rapport à ce dessin ou modèle pourront être consultés, moyennant paiement de la taxe prescrite, à l'Office des dessins et modèles à partir du jour (inclusivement) où le certificat d'enregistrement aura été délivré. Toutefois, ce droit de consultation ne comportera pas le droit de faire une copie de cette représentation, croquis ou document par un procédé mécanique quelconque.

(2) Des copies de toute représentation, croquis ou document de ce genre, certifiées conformes ou non certifiées conformes par le Registrateur, pourront, moyennant paiement de la taxe prescrite, être obtenues auprès de l'Office des dessins et modèles.

(3) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'un dessin a été abandonnée ou rejetée, les représentations, croquis ou autres documents ne pourront, à aucun moment, être consultés à l'Office des dessins et modèles mais, après l'expiration d'un délai de douze mois, à compter de la date de cette demande d'enregistrement, ils pourront être retournés au requérant, sur requête de celui-ci.

*Moyen de preuve constitué par des inscriptions, documents, etc.*

23. — (1) Un certificat se présentant comme étant signé par le Registrateur et attestant qu'une inscription que, par la présente loi ou en vertu de celle-ci, le Registrateur est habilité à effectuer a été, ou n'a pas été effectuée ou qu'un autre acte qu'il est habilité à accomplir a été ou n'a pas été accompli, constituera un commencement de preuve des faits ainsi certifiés.

(2) Une copie de toute inscription portée dans le registre ou de toute représentation, spécimen ou croquis conservés à

l'Office des dessins et modèles, ou un extrait du registre, ou tout document analogue se présentant comme étant certifiés conformes par le Registrateur et munis du cachet de l'Office des dessins et modèles, seront admis comme moyen de preuve, sans autre et sans production de l'original.

#### *Défense des droits afférents à un dessin ou modèle*

24. — (1) Sous réserve des dispositions de la clause conditionnelle de l'article 18 (3), le propriétaire enregistré sera en droit d'engager une action devant la cour pour faire valoir les droits qu'il détient en vertu de la présente loi et la cour pourra accorder telle réparation qu'elle jugera convenable, sous forme de dommages-intérêts, d'interdiction, ou d'autre manière.

(2) Dans une action engagée pour atteinte aux droits du propriétaire d'un dessin ou modèle enregistré, il ne sera pas accordé de dommages-intérêts ou de reddition de comptes à l'encontre d'un défendeur qui peut établir que, à la date de l'infraction, il ignorait, et n'avait pas de motif raisonnable de supposer, que le dessin ou modèle était enregistré dans le territoire de la République, et une personne ne sera pas considérée comme ayant su, ou ayant eu un motif raisonnable de supposer, que le dessin ou modèle était enregistré, en raison, uniquement, du marquage d'un article au moyen du mot « enregistré », ou de toute abréviation de ce mot, ou de tout mot ou tous mots indiquant ou impliquant que le dessin ou modèle appliqué à l'article en question a été enregistré, à moins que ce mot, ou ces mots, ne soient accompagnés des mots « République d'Afrique du Sud » ou des lettres « R. S. A. » et du numéro du dessin ou modèle, ou de tous autres mots ou marques qui ont pu, sur requête, dans un cas particulier, être approuvés par le Registrateur et publiés dans le Journal des Brevets.

(3) Rien, dans le paragraphe (2), n'affectera le pouvoir de la cour d'accorder une interdiction dans une action quelconque en atteinte aux droits du propriétaire d'un dessin ou modèle enregistré.

(4) Dans toute action engagée en vertu du présent article, la cour sera compétente pour ordonner l'annulation de l'enregistrement d'un dessin ou modèle pour l'un quelconque des motifs spécifiés à l'article 10 (2) et l'un quelconque de ces motifs pourra être invoqué comme moyen de défense.

#### *Attestation concernant la validité contestée d'un enregistrement*

25. — (1) Si, dans une action engagée devant la cour, la validité de l'enregistrement d'un dessin ou modèle est contestée et si la cour constate que le dessin ou modèle est valablement enregistré, la cour peut certifier que la validité de l'enregistrement du dessin ou modèle a été contestée au cours de cette action.

(2) Si un certificat de ce genre a été accordé et si, au cours d'une procédure judiciaire ultérieure engagée devant la cour pour atteinte aux droits du propriétaire du dessin ou modèle enregistré ou en vue de l'annulation de l'enregistrement du dessin ou modèle, une ordonnance ou un jugement définitifs interviennent en faveur du propriétaire enregistré,

celui-ci, sauf décision contraire de la cour, aura droit au remboursement des frais encourus par lui au titre des honoraires entre « attorney » et client.

#### *Recours concernant des menaces non fondées d'action en atteinte aux droits afférents à un dessin ou modèle*

26. — (1) Lorsqu'une personne (détenant, ou non, un titre ou des intérêts en ce qui concerne un dessin ou modèle enregistré ou une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle) menace, par lettres, circulaires, annonces publicitaires ou d'autre manière, une autre personne d'engager une action pour atteinte aux droits du propriétaire d'un dessin ou modèle enregistré, toute personne lésée par ces menaces peut intenter contre elle une action devant la cour en vue d'obtenir les réparations prévues au paragraphe (2).

(2) A moins que, dans une action engagée en vertu du présent article, le défendeur ne puisse dûment établir que les actes ayant fait l'objet de menaces de poursuites constituent, ou auraient constitué s'ils avaient été accomplis, une atteinte aux droits du propriétaire d'un dessin ou modèle enregistré au sujet duquel le demandeur ne démontre pas la non-validité de l'enregistrement, le demandeur aura droit aux réparations suivantes :

- a) une déclaration à l'effet que les menaces ne sont pas justifiées;
- b) une injonction à l'effet que ces menaces devront prendre fin;
- c) éventuellement, des dommages-intérêts pour le préjudice ainsi subi par lui.

(3) Une lettre, circulaire, annonce publicitaire ou autre communication adressée à une personne quelconque, qui ne comporte qu'une simple notification de l'existence d'un dessin ou modèle enregistré particulier sur lequel le propriétaire s'appuie pour protéger ses intérêts ne sera pas considérée comme constituant, à elle seule, une menace de poursuites.

#### *Appel à la cour*

27. — (1) Tout appel interjeté en vertu de la présente loi à l'encontre d'une décision du Registrateur devra être adressé à la cour.

(2) Notification d'un appel de ce genre devra être déposée auprès de la cour et signifiée au Registrateur dans les trois mois qui suivent le jour où a été prise la décision dont il est fait appel.

#### *Exercice des pouvoirs discrétionnaires du Registrateur*

28. — Sans préjudice des dispositions de la présente loi qui prescrivent au Registrateur d'entendre une partie à une action engagée en vertu de la présente loi ou de donner à une telle partie l'occasion d'être entendue, le Registrateur donnera à toute personne demandant l'enregistrement d'un dessin ou modèle l'occasion d'être entendue avant d'exercer, dans un sens défavorable au requérant, l'un quelconque des pouvoirs discrétionnaires conférés au Registrateur par la présente loi ou en vertu de celle-ci.

*Le Registrateur peut accorder des prolongations*

29. — (1) Lorsque, en vertu de la présente loi ou des règlements, un acte doit être accompli dans un délai prescrit et que, à la suite d'un retard survenu à l'Office des dessins et modèles, cet acte n'est pas accompli, le Registrateur peut prolonger le délai prévu à cet effet, soit avant, soit après l'expiration de ce délai, et aucune taxe ne sera exigible en ce qui concerne la prolongation ainsi accordée.

(2) Dans tout autre cas, sauf dans le cas d'une demande mentionnée dans la première clause conditionnelle de l'article 18 (1), le Registrateur peut, sur production de motifs suffisants et moyennant paiement des taxes prescrites, prolonger le délai prévu pour l'accomplissement d'un acte quelconque, nonobstant le fait que le délai en question a déjà expiré.

*Personnes habilitées à agir en ce qui concerne les dessins et modèles*

30. — (1) Le Registrateur autorisera un mandataire à accomplir, au nom de la personne dont il est le mandataire, un acte quelconque se rapportant à l'enregistrement prévu par la présente loi ou à engager toute procédure y relative. Toutefois, aucune personne autre qu'un « *advocate* », ou un « *attorney* », ou un agent en brevets, ne sera habilitée à agir ainsi, ou à fournir, pour des fins lucratives, des avis et conseils à ce sujet.

(2) Toute personne qui contreviendra aux dispositions du présent article commettra un délit et sera passible, si elle est reconnue coupable, d'une amende ne dépassant pas deux cents rand, ou, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement de six mois au maximum.

*Signification des actes, etc., par la poste*

31. — (1) Toute demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle devra contenir une adresse, dans le territoire de la République, pour la signification des actes et cette adresse sera considérée comme étant l'adresse du propriétaire pour toutes les fins que prévoit la présente loi en ce qui concerne la demande d'enregistrement ou l'enregistrement du dessin ou du modèle.

(2) Toute notification qui, aux termes de la présente loi, doit ou peut être faite et toute demande ou autre document ainsi exigés ou autorisés peuvent être faits ou déposés par envoi postal, sous pli recommandé, expédié à l'intéressé à l'adresse indiquée pour la signification des actes.

(3) Lorsqu'une notification sera ainsi adressée par le Registrateur à une personne quelconque, sous pli postal recommandé, cette notification sera considérée comme ayant été faite au moment où la lettre en question aurait été distribuée selon la voie postale ordinaire.

*Délits se rapportant à des dessins ou modèles qui doivent être tenus secrets*

32. — Toute personne qui ne se conforme pas à des instructions données en vertu de l'article 16 ou qui présente, ou fait présenter une demande pour l'enregistrement d'un dessin ou modèle en contrevenant audit article, commettra un

délit et, si elle est reconnue coupable, sera passible d'une amende ne dépassant pas cinq cents rand ou d'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum, ou des deux peines conjointement.

*Falsification du registre, etc.*

33. — Toute personne qui procède, ou fait procéder à de fausses inscriptions dans le registre des dessins et modèles, ou qui rédige, ou fait rédiger un écrit faussement censé être une copie d'une inscription figurant à ce registre, ou qui produit ou présente, ou fait produire ou présenter, comme moyen de preuve, une telle inscription ou un tel écrit en sachant pertinemment que cette inscription ou cet écrit sont des faux, commettra un délit et, si elle est reconnue coupable, sera passible d'une amende ne dépassant pas cinq cents rand ou d'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum, ou des deux peines conjointement.

*Sanction pour fausse présentation d'un dessin ou modèle comme étant un dessin ou modèle enregistré*

34. — (1) Toute personne qui indique faussement qu'un dessin ou modèle appliqué à un article quelconque vendu par elle est enregistré dans le territoire de la République, en sachant pertinemment que ce dessin ou modèle n'est pas enregistré par rapport audit article, commettra un délit, et, si elle est reconnue coupable, sera passible d'une amende ne dépassant pas cent rand.

(2) Toute personne qui appose, ou fait apposer, sur un article un mot ou un symbole quelconque impliquant qu'il existe, par rapport audit article, un dessin ou modèle enregistré dans le territoire de la République, alors que cet enregistrement n'existe pas, commettra un délit et, si elle est reconnue coupable, sera passible d'une amende ne dépassant pas cent rand.

*Heures d'ouverture*

35. — (1) Le Ministre peut, en temps voulu, par un avis publié dans le Journal des Brevets, fixer les heures pendant lesquelles l'Office des dessins et modèles sera ouvert au public pour toutes les transactions prévues par la présente loi et le Registrateur peut autoriser la fermeture, tel ou tel jour, de l'Office des dessins et modèles pour lesdites transactions.

(2) Lorsque le délai prescrit pour l'accomplissement d'un acte ou d'une formalité de procédure expire un jour où l'Office des dessins et modèles n'est pas ouvert, comme sus-indiqué, et que, pour cette raison, ledit acte ou ladite formalité ne peuvent avoir lieu ledit jour, cet acte ou cette formalité seront considérés comme ayant eu lieu dans le délai fixé s'ils ont eu lieu le jour suivant où l'Office des dessins et modèles est ouvert comme sus-indiqué.

*Règlements*

36. — (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, le Président de l'Etat peut, en temps voulu, édicter par voie de proclamation dans la *Gazette*, tels règlements qui, à son avis, sont nécessaires ou expédients pour donner effet aux dispositions de la présente loi et pour assurer la bonne exécution de celle-ci.

(2) Sans que s'en trouvent limités les pouvoirs généraux conférés par le paragraphe (1), des règlements peuvent être édictés, en vertu du présent article, sur l'ensemble ou sur l'un quelconque des points suivants:

- a) la réglementation des activités de l'Office des dessins et modèles en ce qui concerne les dessins et modèles;
- b) la réglementation de toutes les questions qui, en vertu de la présente loi, relèvent de la direction ou du contrôle du Registrateur;
- c) la forme à donner aux demandes d'enregistrement des dessins ou modèles ainsi qu'aux représentations ou spécimens de dessins ou modèles et à tous autres documents qui peuvent être déposés à l'Office des dessins et modèles et l'obligation de fournir des copies de ces représentations, spécimens ou documents;
- d) la procédure à suivre en ce qui concerne toute demande ou requête adressée au Registrateur ou toute action engagée devant lui, et l'autorisation de rectifier les irrégularités de procédure;
- e) la tenue du registre;
- f) les autorisations concernant la publication de représentations ou spécimens de dessins ou modèles ou d'autres documents conservés à l'Office des dessins et modèles;
- g) les indications qui doivent être publiées dans le Journal des Brevets;
- h) la fixation des taxes à percevoir en ce qui concerne les demandes d'enregistrement et l'enregistrement des dessins ou modèles, les copies de documents et toutes autres questions relatives aux dessins ou modèles et relevant de la présente loi;
- i) l'élaboration d'un tableau de classification des produits selon lequel une personne demandant l'enregistrement d'un dessin sera tenue de limiter ses droits de manière que chaque demande ne porte que sur une seule classe particulière;
- j) la détermination des conditions moyennant lesquelles, ou des circonstances dans lesquelles, un dessin ou modèle ne sera pas considéré comme étant destiné à être multiplié selon un procédé industriel;
- k) les prescriptions relatives à tout ce qu'autorise ou exige la présente loi par la voie réglementaire.

#### *Abrogation et dispositions transitoires*

37. — (1) Les lois suivantes « *The Designs Act, 1916* » (loi sur les dessins et modèles, 1916) (loi n° 9 de 1916) et « *The Patents, Designs and Trade Marks Amendment Act, 1947* » (loi d'amendement concernant les brevets, dessins et modèles et marques de fabrique ou de commerce, 1947) (loi n° 19 de 1947) sont abrogées par la présente loi.

(2) Sous réserve des dispositions de la présente loi, tout dessin ou modèle qui est enregistré ou pour lequel une demande d'enregistrement a été déposée en vertu de la loi abrogée sera, nonobstant cette abrogation, assujetti en tous points aux dispositions de cette loi et tous les droits et obligations attachés au susdit enregistrement ou à la susdite demande seront déterminés conformément aux dispositions de cette loi.

(3) Toute proclamation faite en vertu de la loi abrogée et déclarant qu'un pays est un pays partie à la Convention ainsi que tout règlement édicté en vertu de cette loi continueront d'avoir effet jusqu'à ce qu'ils aient été abrogés ou amendés par la voie d'une proclamation faite ou d'un règlement édicté en vertu de la présente loi.

#### *Titre abrégé et entrée en vigueur*

38. — La présente loi sera dénommée « loi de 1967 sur les dessins et modèles » (*The Designs Act, 1967*) et entrera en vigueur à la date que fixera le Président de l'Etat par voie de proclamation dans la *Gazette*.

## CHRONIQUE DES OFFICES NATIONAUX DES BREVETS

### Les activités de l'Office des brevets du Royaume-Uni en 1967

Edward ARMITAGE

Le rapport annuel du Contrôleur général au Parlement pour 1967 a été publié le 22 mai 1968. Ce rapport couvre les brevets, les dessins et modèles et les marques de fabrique ou de commerce bien que, comme à l'ordinaire, les brevets constituent le principal centre d'intérêt.

L'Office des brevets tend à bénéficier d'une autonomie financière grâce aux taxes qu'il perçoit pour les services qu'il rend dans les trois branches d'activité. Le rapport montre qu'en fait, le montant des taxes est légèrement inférieur à celui des frais occasionnés par les services par suite de la tendance inévitable qui veut que les frais augmentent avant que les taxes ne soient modifiées. La répartition détaillée des taxes perçues sur les brevets montre que les taxes de renouvellement représentent 70% du total et indique ainsi dans quelle mesure les frais entraînés par le système d'examen des brevets sont couverts par les brevets qui font l'objet d'une décision favorable. Les taxes de renouvellement ne sont pas exigibles avant la cinquième année (à compter du dépôt de la description [*specification*] complète) et une étude du présent rapport et des rapports antérieurs montre qu'environ 60% des brevets accordés au cours d'une année donnée subsistent jusqu'à la huitième année, et 16% jusqu'à la seizième, ou dernière, année.

L'image d'ensemble sur les brevets est celle d'une difficulté constante à adapter l'effectif du personnel technique chargé de l'examen au volume des demandes de brevets. Les statistiques fournies dans le présent rapport et dans les rapports antérieurs montrent qu'alors que l'effectif total du personnel continue d'augmenter, l'effectif du personnel chargé de l'examen, en dépit des efforts acharnés de recrutement, reste stationnaire et s'élève à 500 agents environ.

Le nombre de demandes arrivant à l'Office et nécessitant un examen s'est d'autre part élevé depuis quelques années,

cette élévation étant presque entièrement imputable à l'augmentation du nombre des dépôts provenant de l'étranger qui traduit, apparemment, une tendance croissante de la part de l'industrie à protéger ses inventions dans un plus grand nombre de pays.

Pour procéder à une estimation du mouvement des dépôts, les chiffres donnés dans le rapport doivent être lus avec soin. En raison du système britannique des descriptions provisoires (*provisional specifications*), les chiffres correspondant aux «Demandes reçues» sont trompeurs. Une description provisoire crée une date de priorité, comme le fait le dépôt étranger dans la Convention de Paris, mais l'examen est effectué sur la base de la description complète qui peut être déposée un an plus tard. Un nombre considérable de descriptions provisoires ne sont pas suivies de descriptions complètes, et c'est donc en termes de dépôts de descriptions complètes qu'il faut évaluer le volume du travail d'examen. Les statistiques données dans le rapport montrent qu'alors que le nombre des demandes s'est constamment élevé au cours des dix dernières années, les dépôts de descriptions complètes — qui étaient également en élévation constante — ont en fait diminué en 1967. Cependant, une hirondelle ne fait pas le printemps et l'on ne peut absolument pas considérer comme établi que cette diminution des dépôts se poursuivra en 1968 et au cours des années suivantes.

Malgré ce ralentissement du rythme des dépôts, le nombre des demandes accumulées en instance d'examen s'est élevé de 2000 environ au cours de l'année et ceci malgré tous les efforts accomplis pendant des années pour réduire les opérations d'examen à leurs aspects essentiels et pour organiser le travail d'une façon aussi efficace que possible. Il est donc évident que si l'on suppose qu'aucune amélioration n'interviendra en ce qui concerne le recrutement et même que les dépôts se maintiendront à un niveau constant, les arriérés de demandes non examinées augmenteront impitoyablement d'environ 2000 demandes par an. Si, comme il faut le prévoir, le nombre des dépôts continue à s'élever, les arriérés augmenteront à une cadence accélérée.

La situation est loin d'être catastrophique; le délai nécessaire pour la publication du premier rapport relatif à une demande est actuellement de 11 mois à compter du dépôt du brevet complet, et il ne devrait s'élever que très lentement. Néanmoins, cela représente dans la plupart des cas une durée de 23 mois à compter de la date de priorité (étant donné que la plupart des demandes sont fondées soit sur un dépôt étranger effectué sur la base de la Convention, soit sur une description provisoire), et la situation ne peut être jugée satisfaisante.

C'est dans ce contexte que le Contrôleur, dans les rapports qu'il a présentés ces dernières années, a lancé un avertissement. Il dit cette année:

«L'accumulation de brevets non examinés à l'Office britannique reste bien inférieure à ce qu'elle est dans la plupart des autres Offices de brevets, mais il semble évident que des modifications devront être apportées au système d'examen pour que les retards n'atteignent pas un niveau inacceptable.»

A cet égard, l'année 1967 a connu deux réalisations, mentionnées dans ce rapport, qui revêtent la plus grande importance pour l'avenir du système britannique de brevets.

L'une d'elles est constituée par la mise en chantier d'un Traité de coopération en matière de brevets. Si ce traité entrerait en vigueur, il ne favoriserait pas seulement les usagers de l'Office britannique, mais il permettrait aussi à l'Office des brevets d'économiser un volume considérable de travail en ce qui concerne la recherche ainsi que l'examen portant sur les demandes provenant de l'étranger (actuellement environ 70% du total). L'autre événement important a été la création d'une commission chargée d'étudier le système et le droit des brevets en Grande-Bretagne et d'établir un rapport à ce sujet. Le président de cette Commission est M. Maurice Banks, ancien Vice-Président et Directeur général de la British Petroleum Ltd., qui a récemment pris sa retraite, et les membres de la Commission proviennent des milieux industriels, universitaires et juridiques, des milieux de brevets et des syndicats. Toutes les personnes et les organisations intéressées ont été invitées à fournir des informations et la Commission étudiera minutieusement tous les aspects du système de brevets, particulièrement en vue de résoudre les difficultés internes par une collaboration internationale ou par d'autres moyens.

Parmi les sujets qui seront examinés avec une attention particulière figureront sans doute ceux qui sont en grande partie particuliers au système britannique, par exemple: nouveauté «nationale» au lieu de nouveauté «absolue»; descriptions provisoires; examen *partiel* qui ne tient pas compte du «niveau inventif» et qui est effectué sur la base d'une recherche qui, généralement, ne porte que sur des descriptions de brevets remontant à moins de cinquante ans; formalisme très poussé des procédures d'opposition et de révocation *entre les parties*; octroi de licences obligatoires, dans l'intérêt public, pour les brevets portant sur les produits alimentaires ou pharmaceutiques; prolongation de la durée de protection pour cause de pertes dues à la guerre ou pour cause d'indemnité inadéquate; et utilisation secrète antérieure comme fondement de la nullité d'un brevet.

Parmi les nombreuses activités internationales mentionnées dans ce rapport, figurent les travaux du Conseil de l'Europe sur la révision de la Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevets, et sur d'autres propositions tendant à l'unification des législations et des pratiques nationales. Ces derniers, comme le projet de Traité de coopération en matière de brevets et la Commission Banks ont remis en question les différents aspects du système des brevets, dans un mouvement d'une ampleur certainement sans précédent et tous ceux qui sont intéressés au système, que ce soit le Gouvernement, l'industrie, les professions libérales ou les inventeurs, constatent qu'il est nécessaire que leurs croyances les plus profondes soient minutieusement examinées d'un oeil critique.

L'élaboration du rapport de la Commission Banks demandera naturellement quelque temps. Entre-temps le Gouvernement aura besoin d'être constamment conseillé sur les questions qui nécessitent un examen urgent, particulièrement à Strasbourg et à Genève. Un Comité consultatif permanent (*Standing Advisory Committee*) a été créé à cet effet en juin 1967; il est placé sous la présidence de M. H. R. Mathys, Vice-Président de Courtaulds Ltd. Les membres de ce Comité

sont des représentants des organismes de l'industrie et des professions juridiques et libérales qui s'intéressent aux brevets et le Comité lui-même est organisé sur le modèle du Groupe de liaison en matière de brevets qui existait avant lui et qui avait été nommé pour étudier les propositions relatives à un brevet européen et à la Convention du Conseil de l'Europe de 1963. C'est la première fois cependant que la responsabilité de conseiller le Gouvernement sur tous les aspects de la politique de brevets a été confiée à un organisme unique.

Il semble évident que les systèmes de brevets qui existent dans le monde sont en mutation. Les systèmes nationaux d'examen les plus compliqués ne sont plus viables sous leur forme ancienne: les modifications intervenues en Hollande et en Allemagne, celles qui sont proposées en Australie et celles qui sont envisagées aux États-Unis en sont le témoignage. De plus, les pays en voie de développement cherchent des systèmes réalisables, adaptés à leurs besoins. Le Royaume-Uni n'est certainement pas dispensé de ce processus d'auto-examen, et les rapports futurs montreront sans aucun doute avec quel succès il a pu adapter son propre système aux nécessités de l'époque.

## CHRONIQUE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES AUTRES QUE LES BIRPI

### La classification internationale des brevets

La classification internationale des brevets, élaborée sous les auspices du Conseil de l'Europe au cours des quinze dernières années, entrera en vigueur entre les États contractants le 1<sup>er</sup> septembre 1968.

La Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention, signée à Paris le 19 décembre 1954, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1955. La Convention est actuellement en vigueur entre les 15 États suivants: République fédérale d'Allemagne, Australie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Israël, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Turquie.

La nécessité d'un système uniforme de classification internationale des brevets se fait sentir depuis plusieurs années car, en l'absence d'un système commun, chaque description reçue doit être classée dans les Offices selon le système national, et les descriptions étrangères qui parviennent à un Office doivent être reclassées. Les descriptions des brevets et les ouvrages techniques représentent de nos jours une masse énorme de documents séparés pour lesquels une classification exacte est nécessaire. Ce travail est en grande partie effectué par des examinateurs hautement qualifiés et l'un des avantages du système international est de réduire cette dépense qui est particulièrement lourde pour les petits Offices nationaux, puisque les brevets étrangers ne nécessitent aucun travail supplémentaire de classification. Des essais de mécanisation

de la recherche et d'échanges de résultats entre Offices ont montré que ces travaux doivent être effectués sur la base d'un système uniforme de classification.

A l'époque de l'élaboration de la Convention, le Comité d'experts en matière de brevets du Conseil de l'Europe a reconnu que l'élaboration d'un système international de classification des brevets, expressément conçu pour faciliter la recherche et l'examen portant sur les demandes de brevets prendrait beaucoup de temps. La Convention, lors de sa signature, ne contenait donc qu'un schéma de classification inspiré du système allemand, tandis que, aux termes de l'article 2.1) de la Convention, le Comité d'experts était chargé de poursuivre l'élaboration de la classification. Pour «poursuivre l'élaboration», c'est-à-dire, opérer la subdivision des sous-classes en unités de classification capables de satisfaire finalement à toutes les exigences pratiques d'une utilisation internationale dans les travaux de recherche et d'examen, le Comité a créé un Groupe de travail en matière de classification.

Le Groupe de travail comprenait des représentants de l'Allemagne (République fédérale), de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Les travaux commencés en 1954 se sont poursuivis jusqu'en novembre 1967, date à laquelle le Comité a approuvé l'édition complète de la classification en anglais et en français. Un Guide d'utilisation de la classification, destiné à en faciliter l'emploi et à garantir l'uniformité d'application du système a également été approuvé et le Comité a autorisé l'achèvement et la publication d'Index de mots-clefs en allemand, en anglais et en français; ces publications faciliteront le travail de tous les utilisateurs de la classification.

Dans le système international de classification, l'ensemble des connaissances y compris tous les éléments qu'un au moins des États Contractants considère comme propres au domaine des brevets, est divisé en huit Sections. Chacune de ces Sections est subdivisée en sous-sections, en classes et en sous-classes, en groupes et en sous-groupes. Le symbole de classification utilisé est un code composé de lettres et de nombres, dans lequel une première lettre majuscule se rapporte à la Section (Sections A à H); elle est suivie d'un nombre à deux chiffres se rapportant à la classe, ce nombre étant lui-même suivi d'une lettre minuscule indiquant la sous-classe. Les groupes et sous-groupes sont désignés par des nombres séparés par une barre oblique. Un symbole complet, tel que mentionné à l'article 3.1) de la Convention se compose donc du code expliqué ci-dessus et du code approprié du groupe et du sous-groupe, par exemple «A 01 c 15/18». Les 8 Sections sont divisées en 115 classes, en 607 sous-classes et en plus de 44 000 groupes et sous-groupes.

Aux termes d'une recommandation du Comité d'experts en matière de brevets, les États Contractants ont été invités à utiliser chaque Section complète le plus tôt possible après sa publication. Si certains des États Contractants ont immédiatement commencé à revêtir leurs fascicules des symboles complets, la plupart d'entre eux n'ont apposé les symboles que jusqu'au niveau de la sous-classe. L'apposition des symboles complets sera cependant obligatoire pour tous les États Contractants six mois après l'entrée en vigueur des exten-



sions. Cependant, les Etats qui ne procèdent pas au classement en vue de l'examen de nouveauté peuvent être dispensés de l'obligation d'apposer les symboles complets.

Pour permettre la mise au point de la classification, un système de révision continue a été prévu. Un Sous-Comité de classification du Comité d'experts en matière de brevets soumettra tous les cinq ans des propositions de révision à l'approbation du Comité d'experts. Conformément à l'article 2 de la Convention, ces modifications, une fois approuvées, entreront en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la notification de cette approbation aux Parties Contractantes, à moins que deux d'entre elles aient des objections à formuler. Ce qui signifie que l'élargissement du système échappe aux retards que comporte la longue procédure de ratification par les gouvernements. Cette révision continue est surtout nécessaire à cause de l'évolution constante des différents secteurs de la technique et des variations d'importance de ceux-ci. D'autres mises à jour seront également nécessaires en vue d'utiliser le système comme outil de recherche propre à satisfaire à toutes les exigences pratiques, particulièrement en ce qui concerne son emploi comme outil complémentaire à la «recherche mécanisée». De plus, bien que la classification internationale ait été élaborée par des hommes de l'art, l'expérience résultant de l'introduction de ce système ainsi que son adaptation aux fins de la recherche mécanisée peuvent rendre nécessaires des modifications.

La classification internationale n'est pas seulement utilisée par les Etats Contractants du Conseil de l'Europe mais aussi par un grand nombre de pays qui n'ont pas adhéré à la Convention, parmi lesquels figurent pratiquement tous les Etats socialistes d'Europe; les Etats-Unis d'Amérique ont l'intention d'utiliser la classification internationale comme classification secondaire à partir d'octobre 1968. Lors de sa dernière réunion, en novembre 1967, le Comité d'experts en matière de brevets du Conseil de l'Europe a convenu qu'il faudrait donner à la Convention de classification un caractère plus universel de façon à faciliter son adoption sur le plan mondial. En particulier, les Etats utilisant la classification internationale devraient être encouragés à adhérer à la Convention et simultanément, des mesures devraient être prises pour que tous les Etats Contractants bénéficient d'une égalité de condition. Le Comité a demandé au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, ainsi qu'aux BIRPI, d'étudier les mesures qui pourraient permettre d'atteindre cet objectif. Des consultations à cet effet sont actuellement en cours entre les deux organisations.

Le Conseil de l'Europe a désigné comme éditeurs et imprimeurs officiels un consortium qui comprend les Maisons Morgan-Grampian Books Limited, de Londres, et Unwin Brothers Limited, de Woking. La publication de la classification dans les deux langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais et français) est attendue en septembre 1968, époque à laquelle le système entrera en vigueur<sup>1)</sup>.

<sup>1)</sup> Pour tous renseignements concernant cette publication, s'adresser à: Morgan-Grampian Books Limited, 28 Essex Street, London, W. C. 2.

## STATISTIQUES

### Statistiques de propriété industrielle pour l'année 1966

#### Deuxième supplément

Les statistiques de l'Arabie Saoudite, qui n'ont pu être comprises dans les tableaux publiés dans *La Propriété industrielle*, décembre 1967, Annexe au n° 12, et avril 1968, Annexe au n° 4 (premier supplément), sont présentées ci-dessous:

	Marques		
	Nationaux	Etrangers	Totaux
Demandes d'enregistrement déposées par	11	359*	370
Enregistrements effectués en faveur de	5	299*	304

\* Demandes déposées par des étrangers et enregistrements effectués en faveur d'étrangers, répartis selon leur pays d'origine: Afrique du Sud 2/-; Allemagne (Rép. féd.) 42/28; Allemagne (Rép. dém.) 5/18; Australie -/1; Autriche 13/1; Belgique 5/-; Bulgarie 1/-; Canada 2/3; Cuba -/1; Danemark 3/-; Espagne 1/1; Etats-Unis 78/64; Finlande 1/-; France 9/15; Grèce 2/-; Hong-Kong 4/2; Inde 1/-; Iraq -/3; Italie 17/5; Japon 22/13; Jordanie 6/-; Liban 1/1; Liechtenstein 20/6; Luxembourg -/1; Pays-Bas 11/24; Suède 6/1; Suisse 50/41; Tchécoslovaquie 1/1; République arabe syrienne 5/-; République arabe unie 1/-; Royaume-Uni 50/68.

Enregistrements en vigueur à la fin de 1965: 2117

Enregistrements annulés en 1966: —

Enregistrements ayant pris fin: 314

Nouveaux enregistrements effectués en 1966: 304

Renouvellements effectués en 1966: 6

Enregistrements en vigueur à la fin de 1966: 2421

## CALENDRIER DES RÉUNIONS

### Réunions des BIRPI

**24-27 septembre 1968 (Genève) — Comité de Coordination Interunions (6<sup>e</sup> session)**

*But:* Programme et budget des BIRPI pour 1969 — *Invitations:* Allemagne (Rép. féd.), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Cameroun, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Inde, Iran, Italie, Japon, Kenya, Maroc, Mexique, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Union soviétique

**21-27 septembre 1968 (Genève) — Comité exécutif de la Conférence des Représentants de l'Union de Paris (4<sup>e</sup> session)**

*But:* Programme et budget (Union de Paris) pour 1969 — *Invitations:* Allemagne (Rép. féd.), Argentine, Australie, Autriche, Cameroun, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Iran, Japon, Kenya, Maroc, Mexique, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Union soviétique — *Observateurs:* Tous les autres Etats membres de l'Union de Paris; Organisation des Nations Unies

**24-27 septembre 1968 (Genève) — Comité de coopération internationale en matière d'informatique entre Offices de brevets à examen préalable (ICIREPAT) — Comité Directeur transitoire et élargi**

*But:* Exécution des décisions de la 4<sup>e</sup> session du Comité exécutif de la Conférence des Représentants de l'Union de Paris — *Invitations:* Allemagne (Rép. féd.), Etats-Unis d'Amérique, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Union soviétique — *Observateurs:* Institut International des Brevets

**26 et 27 septembre 1968 (Genève) — Conseil de l'Union de Lisbonne pour la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international (3<sup>e</sup> session)**

*But:* Réunion annuelle — *Invitations:* Tous les Etats membres de l'Union de Lisbonne — *Observateurs:* Tous les autres Etats membres de l'Union de Paris

**2-8 octobre 1968 (Londres) — Conférence Diplomatique**

*But:* Adoption d'un Arrangement particulier concernant la classification internationale des dessins et modèles industriels — *Invitations:* Tous les Etats membres de l'Union de Paris — *Observateurs:* Les Etats non membres de l'Union de Paris. Organisations intergouvernementales: Organisation des Nations Unies; Unesco; Conseil de l'Europe. Organisations non gouvernementales: Association interaméricaine de propriété industrielle; Association internationale pour la protection de la propriété industrielle; Association littéraire et artistique internationale; Chambre de commerce internationale; Comité des Instituts nationaux des agents de brevets; Fédération internationale des ingénieurs-conseils en propriété industrielle; Ligue internationale contre la concurrence déloyale; Union des conseils en brevets européens

**7 et 8 octobre 1968 (Genève) — Comité de coopération internationale en matière d'informatique entre Offices de brevets à examen préalable (ICIREPAT) — Commission permanente II**

*But:* Questions concernant le microfilm — *Invitations:* Tous les pays membres de l'ICIREPAT — *Observateurs:* Institut International des Brevets

**14-16 octobre 1968 (Genève) — Groupe de travail sur les problèmes de droit d'auteur dans les communications par satellites**

*But:* Echange de vues sur les problèmes de droit d'auteur et de droits voisins qui peuvent découler de la transmission des émissions radiophoniques et télévisuelles par satellites de communications — *Invitations:* Personnalités invitées à titre individuel et Organisations internationales ou nationales intéressées

**21 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1968 (Tokyo) — Comité de coopération internationale en matière d'informatique entre Offices de brevets à examen préalable (ICIREPAT) — Réunions techniques**

*But:* Questions concernant la coopération d'ordre technique en matière d'informatique — *Invitations:* Tous les pays membres de l'ICIREPAT — *Observateurs:* Institut International des Brevets; Conseil de l'Europe; Communauté européenne de l'énergie atomique; Fédération internationale de documentation

**25-29 novembre 1968 (Genève) — Symposium des BIRPI sur les aspects pratiques du droit d'auteur (réalisé avec la coopération de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs — CISAC)**

*But:* Offrir aux participants des informations sur les aspects pratiques de la protection des droits des auteurs (perception et répartition des droits, organisation et fonctionnement des sociétés ou groupements d'auteurs, etc.) — *Invitations:* Personnalités de pays en voie de développement; membres et fonctionnaires des sociétés d'auteurs; participants à titre individuel contre paiement d'un droit d'inscription — *Observateurs:* Bureau international du Travail; Unesco; Conseil de l'Europe

**2-10 décembre 1968 (Genève) — Comité d'experts — Traité de coopération en matière de brevets (PCT)**

*But:* Nouveau projet de traité — *Invitations:* Tous les Etats membres de l'Union de Paris — *Observateurs:* Etat non membre de l'Union de Paris: Inde. Organisations intergouvernementales: Organisation des Nations Unies; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; Institut International des Brevets; Organisation des Etats Américains; Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique centraméricaine; Association latino-américaine de libre échange; Conseil de l'Europe; Communauté économique européenne; Communauté européenne de l'énergie atomique; Association européenne de libre échange; Office Africain et Malgache de la propriété industrielle. Organisations non gouvernementales: Association européenne pour l'administration de la recherche industrielle; Association interaméricaine de propriété industrielle; Association internationale pour la protection de la propriété industrielle; Chambre de commerce internationale; Comité des Instituts nationaux d'agents de brevets; Conseil des fédérations industrielles d'Europe; Fédération internationale des ingénieurs-conseils en propriété industrielle; International Federation of Inventors' Associations (IFIA); Japan Patent Association; National Association of Manufacturers (U. S. A.); Union européenne des agents de brevets; Union des industries de la Communauté européenne

### Réunions d'autres Organisations internationales s'occupant de propriété intellectuelle

**31 octobre 1968 (Paris) — Chambre de Commerce Internationale (CCI) — Commission pour la protection internationale de la propriété industrielle**

**6 et 7 novembre 1968 (La Haye) — Institut International des Brevets (IIB) — 98<sup>e</sup> Session du Conseil d'Administration**

**2-6 décembre 1968 (Lima) — Association interaméricaine de propriété industrielle (ASIPI) — Congrès**

**16-18 janvier 1969 (Londres) — Syndicat international des auteurs (IWC) — Comité exécutif**